



ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

COMMUNE DE LANDUDEC (Finistère)



COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT PAYS BIGOUDEN

Mémoire justificatif du zonage d'assainissement des eaux usées

Avril 2025

SOMMAIRE

PARTIE 1 : ÉTAT DES LIEUX – PHASES 1 ET 2.....	5
1 – RAPPEL / Présentation de la commune.....	6
1.1 – Principales caractéristiques communales.....	6
1.2 - Infrastructures.....	6
1.3 – Environnement.....	8
1.4 – Hydrographie et qualité des eaux.....	9
2 - Dispositifs d'assainissement existants.....	12
2.1 - Assainissement collectif.....	12
2.2 – Assainissement non collectif	17
PARTIE 2 : DÉLIMITATION DU ZONAGE.....	19
1 - Le plan de zonage retenu.....	20
1.1 - Présentation globale.....	20
1.2 - Justifications du choix du zonage.....	23
2 - Le scénario retenu.....	24
2.1 – Ouvrages à envisagés	24
2.2 - Population desservie / Charge.....	24
PARTIE 3 : INCIDENCES FINANCIÈRES DU PROJET.....	28
1 – Coûts du plan de zonage retenu.....	29
1.1 – Montant des travaux associées au zonage.....	29
1.2 – Recettes liées aux branchements.....	29
AVERTISSEMENTS	30
1 – Usagers relevant de l'assainissement collectif.....	32
1.1 – Le particulier résidant actuellement dans une propriété bâtie :.....	32
1.2 – Le futur constructeur.....	32
2 – Usagers relevant de l'assainissement non collectif – Rappel législatif.....	33
ANNEXES	34

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: CARACTÉRISTIQUES HYDROLOGIQUES DE LA STATION DE JAUGEAGE DE PONT CROIX.....	10
TABLEAU 2: OBJECTIF DU SDAGE POUR LES MASSES D'EAUX DU SECTEUR.....	10
TABLEAU 3 :CARACTÉRISTIQUES DE LA STATION D'ÉPURATION COMMUNALE .	13
TABLEAU 4 :CHARGES MESURÉES À LA STATION D'ÉPURATION COMMUNALE (ANNÉE 2024).....	14
TABLEAU 5 :ASSAINISSEMENT COLLECTIF	15
TABLEAU 6 : SYNTHÈSE DES CHARGES ORGANIQUES REÇUES SUR LA STATION	26

PREAMBULE

Conformément à l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales, la commune ou l'établissement publics de coopération, ici la communauté de communes, délimite :

- Les zones d'assainissement collectif où elle est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées (étant précisé qu'aucune échéance en matière de travaux n'est fixée) ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elle est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien.

La commune de LANDUDEDEC a validé en 2001 le zonage d'assainissement collectif.

Les compétences en termes d'assainissement ont été transférées à la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (en 2002 pour l'assainissement non collectif et 2004 pour l'assainissement collectif).

La compétence zonage d'assainissement a également été transféré à la Communauté de communes par délibération du conseil du 3 octobre 2012, qui assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération, en lien avec la commune.

Aujourd'hui, la commune effectue une révision de son PLU, il convient que le zonage d'assainissement collectif soit actualisé et en accord avec les futurs secteurs urbanisables. Il est également nécessaire de l'actualiser suites aux évolutions depuis 2000.

Le projet de zonage a été délibéré et adopté par le conseil communautaire le 4 mars 2025 (voir délibération en annexe 4).

Partie 1 : État des lieux – Phases 1 et 2

1 – RAPPEL / PRÉSENTATION DE LA COMMUNE

1.1 – PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES COMMUNALES

La commune de LANDUDEC est située au Sud-Ouest du département du Finistère, à une vingtaine kilomètres à l'Ouest de QUIMPER (voir Figure 1). Elle fait partie du canton de PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN et s'étend sur 2056 hectares.

La commune fait partie de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB).

Elle est entourée par les communes de :

- Guilers sur Goyen au Nord-ouest,
- Pouldergat au Nord,
- Gurlizon à l'Est,
- Plogastel-Saint-Germain au Sud-est,
- Pouldreuzic au Sud,
- Plozévet à l'Ouest.

Seul le bourg est un secteur aggloméré. A l'extérieur du bourg les zones d'habitats sont peu importantes.

Le PLU de la commune de Landudec actuellement en vigueur, a été approuvé le 16/09/2005 et modifié les 28/09/2007, 29/01/2009, 10/11/2011, 26/09/2013, 16/09/2015 et 09/11/2017.

1.2 - INFRASTRUCTURES

1.2.1 - Voiries

Le bourg de Landudec s'est développé à l'intersection des routes départementales n°784 (Quimper / Audierne) et n°143 (Pouldreuzic / Douarnenez) occupe une position relativement centrale sur le territoire communal.

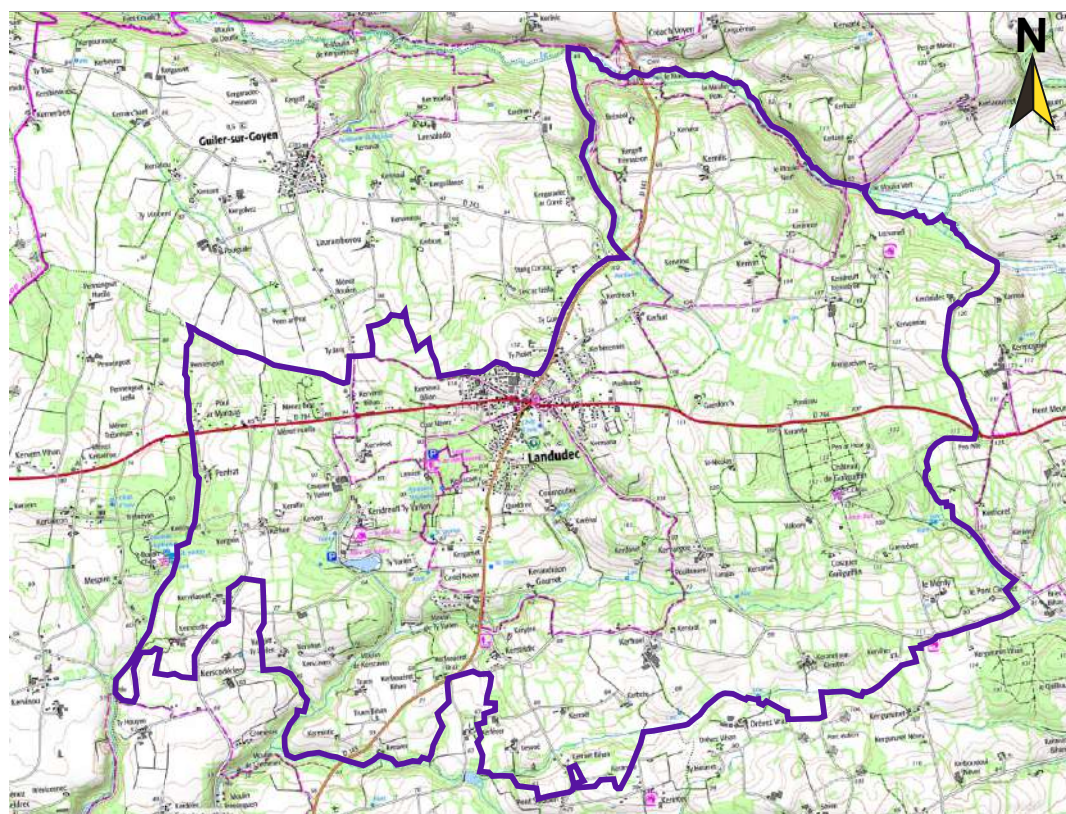
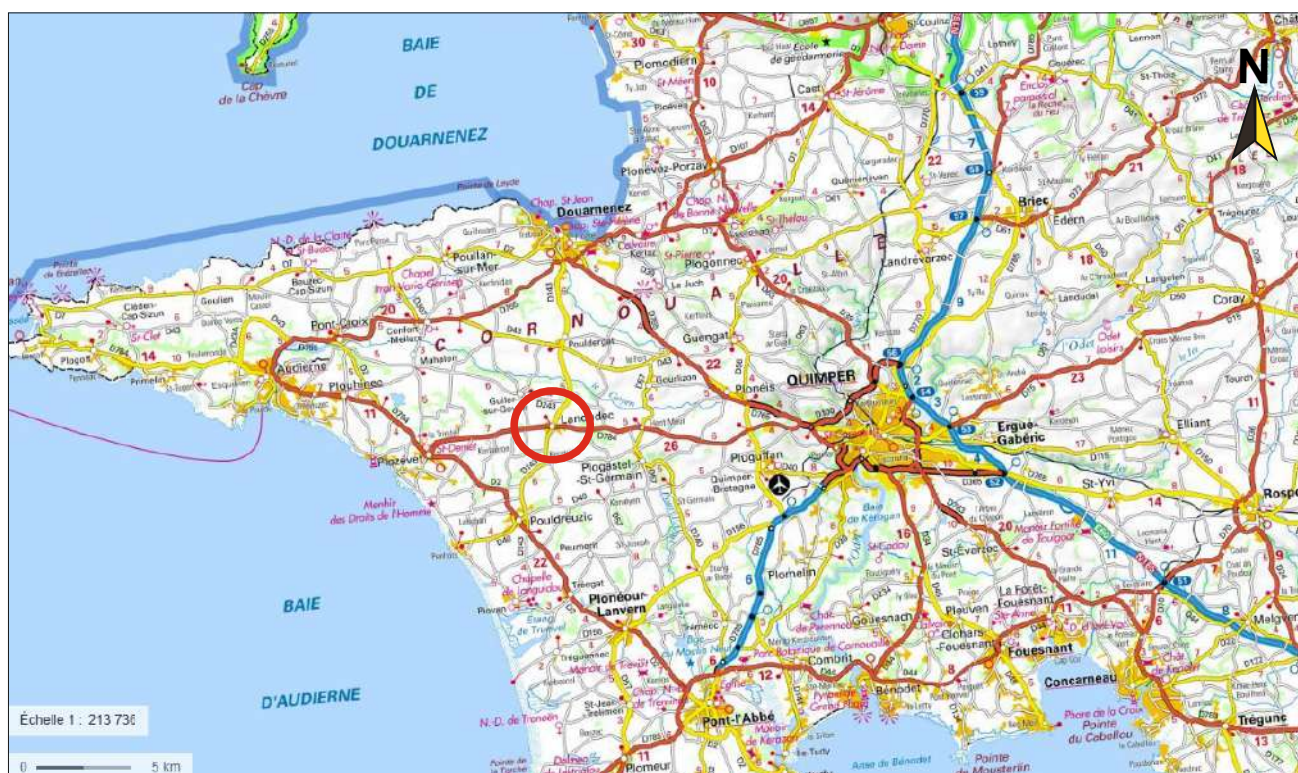
1.2.2 – Alimentation en eau potable

Depuis le 1er janvier 2014, la Communauté de Communes a pris la compétence eau potable. Elle assure la production et la distribution d'eau sur la commune de Landudec à partir des captages et forages de Kergamet (Commune de Landudec), Ty Névez Scuiller et Saint Avé (Plogastel St Germain).

Les ouvrages les plus proches du bourg de Landudec sont ceux de Kergamet à environ 1 km au Sud-ouest.

Le réseau est sécurisé par une interconnexion avec le syndicat de l'Aulne.

Figure n°1 : Localisation de la commune



Source : Geoportail.fr

1.3 – ENVIRONNEMENT

1.3.1 – Relief et paysage

Le territoire communal se caractérise par un relief vallonné, bordé au Nord par la vallée du Goyen et au Sud par celle du ruisseau du Gourret.

Le point culminant se trouve au Nord du bourg (125 m), le point bas étant situé au niveau du ruisseau du Gourret l'extrême Sud-ouest (35 m).

La vallée du Goyen est classée en ZNIEFF de type II. Sur le reste du territoire communal, il n'a pas été mis en évidence d'autres zones d'intérêt écologique particulier (du point de vue faunistique ou floristique).

Au niveau patrimoine architectural, seul le château de Guilguifin, à 2,5 kilomètres au Sud-est du bourg.

D'autres éléments (chapelle, église,) sont présents sur le territoire communal, mais non classés aux monuments historiques.

Ceci ne fait cependant pas obstacle à ce que toutes les mesures nécessaires à la préservation de la qualité du milieu et du paysage soient prises, notamment dans les vallons et les zones humides présents sur le territoire communal (comme le recommande le législateur dans la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992).

1.3.2 – Géologie

Le socle est majoritairement formé granite (Leucogranite et granite de Pluguffan).

Dans les vallées se sont déposées des alluvions modernes.

L'étude de la roche mère offre des indications sur la nature des sols. Ainsi, un sol développé sur un socle granitique est souvent arénisé et sableux. Il peut donc présenter une aptitude à l'infiltration assez bonne.

Extrait de la carte géologique au 1/50000ème du Brgm (Source geoportail.gouv.fr)



1.4 – HYDROGRAPHIE ET QUALITÉ DES EAUX

1.4.1 – Présentation

Le territoire communal se répartit sur trois bassins versants :

- le tiers Nord de la commune qui comprend l'Est du bourg se situe sur le bassin versant du Goyen,
- Les deux tiers Sud du territoire communal, qui comprend l'essentiel des zones d'habitat dont une grande partie du bourg sont situés sur le bassin versant du ruisseau du Gourret,
- Enfin, une mince frange du territoire communal située au Sud-est du bourg se situe sur le bassin versant de la rivière de Pont l'Abbé.

La majeure partie du bourg et des hameaux relève du bassin versant du Gourret. Celui-ci couvre depuis sa source jusqu'au lieu-dit « Créménec » en limite communale, une superficie d'environ 10,3 km².

Les caractéristiques hydrologiques du Gourret à ce point sont :

- Débit d'étiage estimé : 18 l/s,
- Module interannuel estimé : 156,5 l/s

Il n'existe pas de station de jaugeage sur la commune de LANDUDEC. Une Station est néanmoins implantée sur le Goyen, à PONT-CROIX (« Kermaria »). Elle est située à environ 15 km au Nord-ouest de LANDUDEC.

Tableau 1: Caractéristiques hydrologiques de la station de jaugeage de Pont Croix

Caractéristiques hydrologiques du GOYEN	Station de Pont-Croix
Code station	J4014010
Statistiques sur :	54 ans de 1967 à 2021
Superficie du bassin versant (km2)	89,1
Débit moyen en m3/s	1,47
Débit d'étiage (QMNA5) en m3/s	0,17
Module spécifique (l/s/km2)	16,5
QMNA.5 spécifique (l/s/km2)	1,91

Les débits d'étiage (QMNA5) sont assez soutenus.

1.4.2 – Qualité des eaux

1.4.2.1 Le SDAGE Loire-Bretagne

Les objectifs du SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 pour les masses d'eaux du secteur sont les suivants :

Tableau 2: Objectif du SDAGE pour les masses d'eaux du secteur

Masse d'eau	type	code	Etat écologique		Etat chimique		état global
			objectif	échéeance	objectif	échéeance	objectif
le Goyen et ses affluents depuis Plogastel-Saint-Germain jusqu'à l'estuaire	Cours d'eau	FRGR0081	Bon état	Depuis 2015	Bon état	2021	Bon état
Baie d'Audierne	Eaux littorales	FRGC26	Bon état	Depuis 2015	Bon état	Depuis 2015	Bon état
Bassin versant de la baie d'Audierne	Eaux souterraines	FRGG003	Bon état	2015	Bon état (Nitr)	2021	Bon état

Parmi les objectifs et orientations du SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027, nous pouvons citer :

- La préservation des têtes de bassins versants,
- La préservation des zones humides et de la biodiversité,
- La réduction des risques d'inondations,
- Atteindre un « bon état général » des eaux.

La majeure partie du territoire communal se situe sur le bassin versant de la Baie d'Audierne (via Le Goyen et le Gourret).

1.4.2.2 Le SAGE Ouest Cornouaille

Le Goyen et Le Gourret font partie du Sage de OUESCO (SAGE Ouest-Cornouaille), approuvé le 27 janvier 2016.

Les principaux enjeux de ce SAGE sont :

- La satisfaction des usages littoraux
- L'exposition aux risques naturels
- La qualité des eaux (nitrates, phosphore et substances chimiques)
- La qualité des milieux
- La satisfaction des besoins en eau.

1.4.2.3 Les eaux souterraines

Sur Landudec, la production et la distribution d'eau potable de la commune est assurée par la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden, à partir des captages et forages de « Kergamet » sur la commune de Landudec.

Des interconnexions permettent la sécurisation à partir des autres sites de production de la CCHPB (« Saint Avé » sur Plogastel Saint Germain, « Saint Ronan » sur Landudec) ainsi qu'à partir du Syndicat de l'Aulne (via le réservoir du « Moulin »).

Le camping du « Domaine de Bel air » est le plus gros consommateur d'eau potable sur la commune de Landudec.

Selon le plan d'action Finistère eau potable 2030, la situation de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden par rapport à la sécheresse 2022 était de niveau 1 - Mesures simples : surveillance, interconnexions, soutien d'étiage ...

La communauté de communes est dotée d'un Schéma Directeur qui programme, sur les prochaines années, les travaux de sécurisation de l'alimentation en eau à réaliser.

2 - DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT EXISTANTS

2.1 - ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'assainissement collectif actuel se compose d'une partie grande du bourg et du camping du « Domaine de Bel air ».

Les travaux ont été réalisés suite au zonage premier d'assainissement collectif communal de 2001.

2.1.1 – Collecte des eaux usées

La collecte des eaux usées des secteur desservis par l'assainissement collectif se compose :

- d'un réseau de collecte gravitaire, et de refoulement pour une longueur totale de 10 km environ,
- de 5 postes de refoulements (Chemin de Kervargon, Hameau du Ménez, Hameau des genêts, Résidence Roz ar Lann, Domaine de Bel Air).

Le réseau de collecte est présenté Figure n°2.

Le réseau est en bon état général, il est à noter l'incidence des eaux pluviales.

Pour 2024 les données sont les suivantes ¹

- Nappes basses – temps sec, hors période estivale (septembre à octobre) : Moyenne à 60 m³/jour, soit 40 % de la CN (69 m³/jour en octobre 2023).
- Charges hydrauliques maxi reçues : 235 m³, le 1er mars, soit 156 % de la CN (224 m³, le 9 décembre 2023) ;
En 2024, la station a fonctionné au-delà de sa CN, durant 23 jours lors des épisodes pluvieux de janvier à avril (22 jours en 2023, 4 jours en 2022 ; 8 jours en 2021 ; 11 jours en 2020).
- Incidence des eaux d'infiltration : En janvier 2024, les eaux d'infiltration ont représentées jusqu'à + 100 m³/j, soit 66 % de la capacité nominale (85 m³/j en 2023, 50 m³/j en 2022, mais avec des nappes plus basses ; 80 m³/j en 2021).
- Incidence des eaux pluviales : Jusqu'à + 2 m³/mm, soit pour une pluie de référence de 15 mm : + 30 m³ (19 % de la CN) (2022 et 2023 : + 2 m³/mm). Cela représente 2000 m² de surface active ou environ 17 habitations sur la base de 120 m² de toiture (4,8% des branchements), ce qui est considéré comme satisfaisant.

¹ Bilan de fonctionnement annuel 2024 de la station d'épuration de Landudec – Source : Conseil Départemental – SEA) / voir Annexe 2 .

2.1.2 – Ouvrage de traitement des eaux usées

2.1.2.1 Caractéristiques de la station

La station de LANDUDEDEC se situe à Castel Névez.

Tableau 3 :Caractéristiques de la station d'épuration communale

Localisation	Castel Névez
Capacité	1200 EH
Date de mise en service	Juillet 2005
Descriptif du traitement	Boues activées faible charge
Point de rejet	Ruisseau du Gourret
Traitement des boues	Valorisation agricole

La station a fait l'objet d'un renouvellement d'arrêté en date 8 avril 2025. -

La capacité de la station a été redéfinie à 1200 EH sur la base d'un porter à connaissance validant :

- Que la station peut maintenir ses performances en concentration et rendement pour une charge reçue de 1200 EH
- Que le flux futur rejeté par la station restera inférieur au flux admissible par le milieu récepteur.

La station est désormais autorisée pour une capacité nominale de 1200 équivalent-habitant, de 72 kg DBO₅/j en organique et de 180 m³/j en hydraulique.

Le Service de l'Eau Potable et de l'Assainissement du Conseil Départemental publie tous les ans un rapport annuel, basé essentiellement sur les données d'autosurveillance de la station (cf. annexe 2)

L'ensemble des visites indique globalement :

- un bon fonctionnement épuratoire (qualité de traitement très bonne),
- une qualité des rejets conforme à l'arrêté préfectoral.

2.1.2.2 Population raccordée et marge de traitement

*** Population actuelle raccordée :**

Le bilan annuel de fonctionnement de la station d'épuration de 2024 indique :

- 365 branchements (source SAUR), soit une population sédentaire estimée à 850 habitants à laquelle il faut ajouter la population saisonnière (résidences secondaires et « Domaine de Bel Air »).

*** Le « Domaine de Bel Air » :**

Le « Domaine de Bel Air » est un camping 5 étoiles, il dispose d'une convention de raccordement qui dure jusqu'en 2041.

Cette convention implique les rejets maximums autorisés suivants :

- 45 m³/j d'effluents pour un flux de 18 kg/j de DBO₅

Il n'a pas été effectué de bilan précis des rejets du site en période de pleine occupation. Seuls les relevés journaliers de débits, au niveau du poste de relevage, permettent d'estimer la charge rejetée par le camping au réseau communal.

En 2024, en période estivale, les rejets moyens constatés au réseau étaient de 25 m³ environ avec des pointes à 33 m³. Les rejets sont largement inférieurs au maximum de la convention.

Le site peut donc augmenter ses rejets pour atteindre 45 m³ /j, le flux de DBO₅ va augmenter en conséquence.

Dans le cas où le camping atteindrait son maximum il rejetterait, en période de pointe, 12 m³ d'effluents de plus par jour. Ceci correspond une charge organique de 80 Equivalent-habitants, représentant un flux supplémentaire estimé à 4,8 kg de DBO₅.

Nota : Le camping est en cours de réaménagement il dispose également sur son site de filières d'assainissement autonome.

*** Charge traitée :**

Le tableau ci-après présente les charges mesurées en station (données d'autosurveillance 2024)

Tableau 4 :Charges mesurées à la station d'épuration communale (Année 2024)

	Capacité nominale base 1200 EH	Moyenne annuelle		Pointe (23/07/2024)
Paramètre	Capacité nominale base 1200 EH	Moyenne	% de la capacité nominale	Pointe
DBO ₅	72 kg	34,9 kg	48 %	47,6 kg
DCO	144 kg	74,2 kg	52 %	95,4 kg

Sur la base de l'autosurveillance réglementaire, la « marge résiduelle de traitement » de la station est de :

- 24,4 kg de DBO₅/j
- 48,6 kg de DCO

2.1.3 – Synthèse

Le tableau ci-dessous synthétise les données relatives à l'assainissement collectif de la commune.

Tableau 5 : Assainissement collectif

	Landudec
Réseau de collecte	9995 m de réseau gravitaire et refoulement
Poste de refoulement	5 postes
Nombre de branchements actuels	365 branchements (dont supermarché et maison de retraite) + « Domaine de Bel Air »
Site de traitement	Station de Castel Névez
Type	Boues activées
« Capacité nominale »	1200 EH 72 kg de DBO ₅ /j et 180 m ³ /j
Qualité du traitement	Bonne
Possibilité de raccordement supplémentaire	24,4 kg de DBO₅/j
Nombre de raccordements supplémentaires envisageables	Bel Air : 4,8 kg/j (estimation) Commune : 19,6 kg/j, soit 435 Equivalent-habitants*

* avec 1 habitant = 1 EH à 45 g/j de DBO₅ (Guide pour la réalisation des études technico-économiques – CG 29)

Au niveau du bourg, compte tenu de la densification du réseau, il est envisageable de réaliser des raccordements supplémentaires sans extension de réseau.

Figure n°2 : Réseau des eaux usées



Echelle 1/750ème env. (source Géoportail.gouv.fr)

2.2 – ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

2.2.1 – Rappel

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est une compétence de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (10 communes).

L'assainissement autonome (non collectif) est classiquement rencontré dans les zones d'habitat dispersé (hameaux, habitations éparses). Dans ces secteurs, le recours à l'assainissement non collectif se justifie, tant sur le plan économique qu'environnemental. La généralisation de l'assainissement collectif en zone rurale n'est, en effet, ni financièrement réaliste, ni techniquement souhaitable dans l'optique de la protection de l'environnement.

Pour garantir un niveau d'épuration des effluents compatible avec la protection de l'environnement (et avec les valeurs réglementairement autorisées), il importe que la filière d'assainissement individuel retenue soit :

- adaptée à la nature pédologique et aux contraintes parcellaires du terrain,
- complète (prétraitement : fosse toutes eaux, fosse septique, bac dégraisseur ; traitement de l'effluent pré-traité : épandage ; dispersion de l'effluent traité : sol ou dispositif spécifique),
- sérieusement réalisée (réalisation des travaux),
- et correctement entretenue (vérifications et vidanges régulières).

Les dispositifs construits de nos jours doivent être conformes à l'arrêté du 7 septembre 2009, modifié.

2.2.2 – Aptitude à l'assainissement individuel

L'aptitude du sol à l'assainissement individuel est un critère essentiel pour la mise en place d'une filière d'assainissement autonome.

Sur la commune de Landudec des études d'aptitude du sol à l'assainissement ont été effectuées :

- soit lors de la phase 1 du zonage d'assainissement (en 1999 par le Bureaux d'études Aqua-Terra),
- soit lors de complément en Avril 2004 par le bureau d'études B3E.

L'ensemble des investigations concernant le sol a fait l'objet de synthèse sous la forme de cartes d'aptitude des sols² présentées en annexe 1.

Globalement, les sols rencontrés sur la commune de LANDUDEDEC présentent des caractéristiques favorables à la mise en place des assainissements individuels. La réalisation de tranchées d'épandage simples suffira dans la plupart des cas pour apporter une solution d'assainissement satisfaisante.

² Voir étude AQUA-TERRA 2000 (Zonage Phase 1)

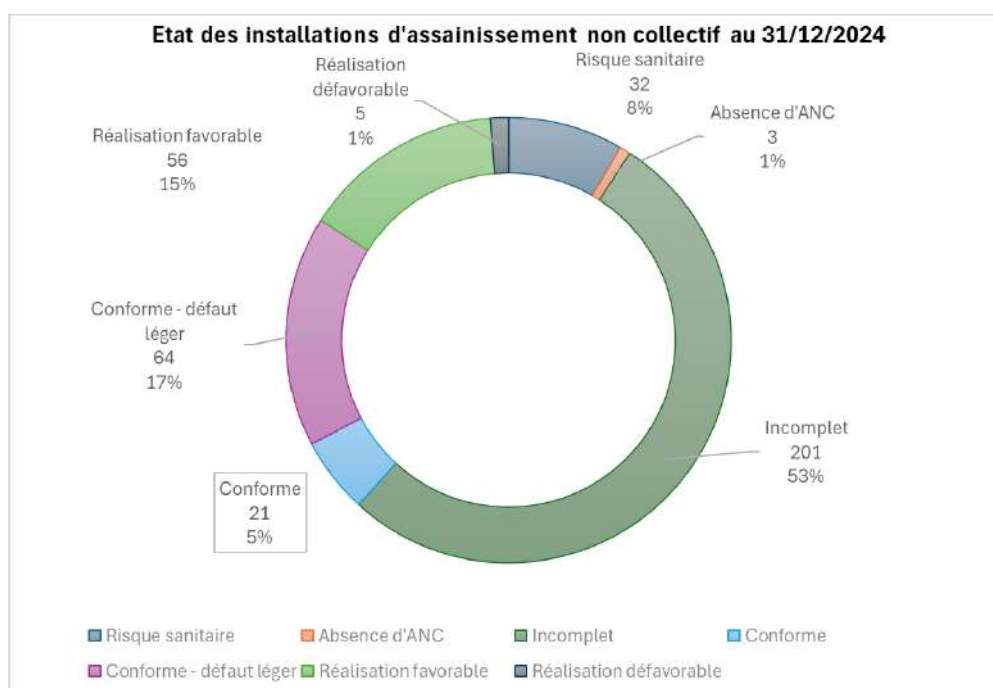
Toutefois, une partie des terrains est composée de sols superficiels développés sur du granite plus ou moins fissuré. Ces sols, peu profonds, ou de charge caillouteuse élevée dès la surface, ne permettent pas la mise en place de tranchées d'épandage classiques et nécessitent un dispositif à sol reconstitué de type « filtre » (à sable, filtre compact, filtre à roseaux). La perméabilité satisfaisante du substratum en profondeur peut alors, dans la plupart des cas, permettre une dispersion directe des effluents épurés par le fond de fouille ou un dispositif d'infiltration.

Aucun terrain défavorable à l'assainissement individuel n'a été relevé sur les secteurs étudiés.

Il faut également prendre en compte la surface des terrains qui tend à diminuer. Ceci implique le recours à des filières compacte suivie d'aire d'infiltration des eaux traitées. Ces filières ont largement moins d'emprise que des tranchées d'épandage.

2.2.3 – Les assainissements existants

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la communauté des commune (société délégataire : SAUR) réalise les suivis des installations d'assainissement individuel.



2.2.4 – Conclusions

L'aptitude des sols est globalement favorable sur le territoire communal pour permettre la réalisation de filière d'assainissement autonome.

En revanche, au niveau du bourg, les contraintes de surface sont parfois importantes ce qui justifie le raccordement à l'assainissement collectif.

Partie 2 : Délimitation du zonage

1 - LE PLAN DE ZONAGE RETENU

1.1 - PRÉSENTATION GLOBALE

Compte tenu :

- des perspectives d'aménagement communal,
- des capacités épuratoires de la station,
- des aptitudes des sols à l'assainissement individuel,
- des contraintes de surface vis à vis de l'assainissement individuel,

un plan du zonage a été retenu par la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden, en concertation avec la commune de LANDUDEC.

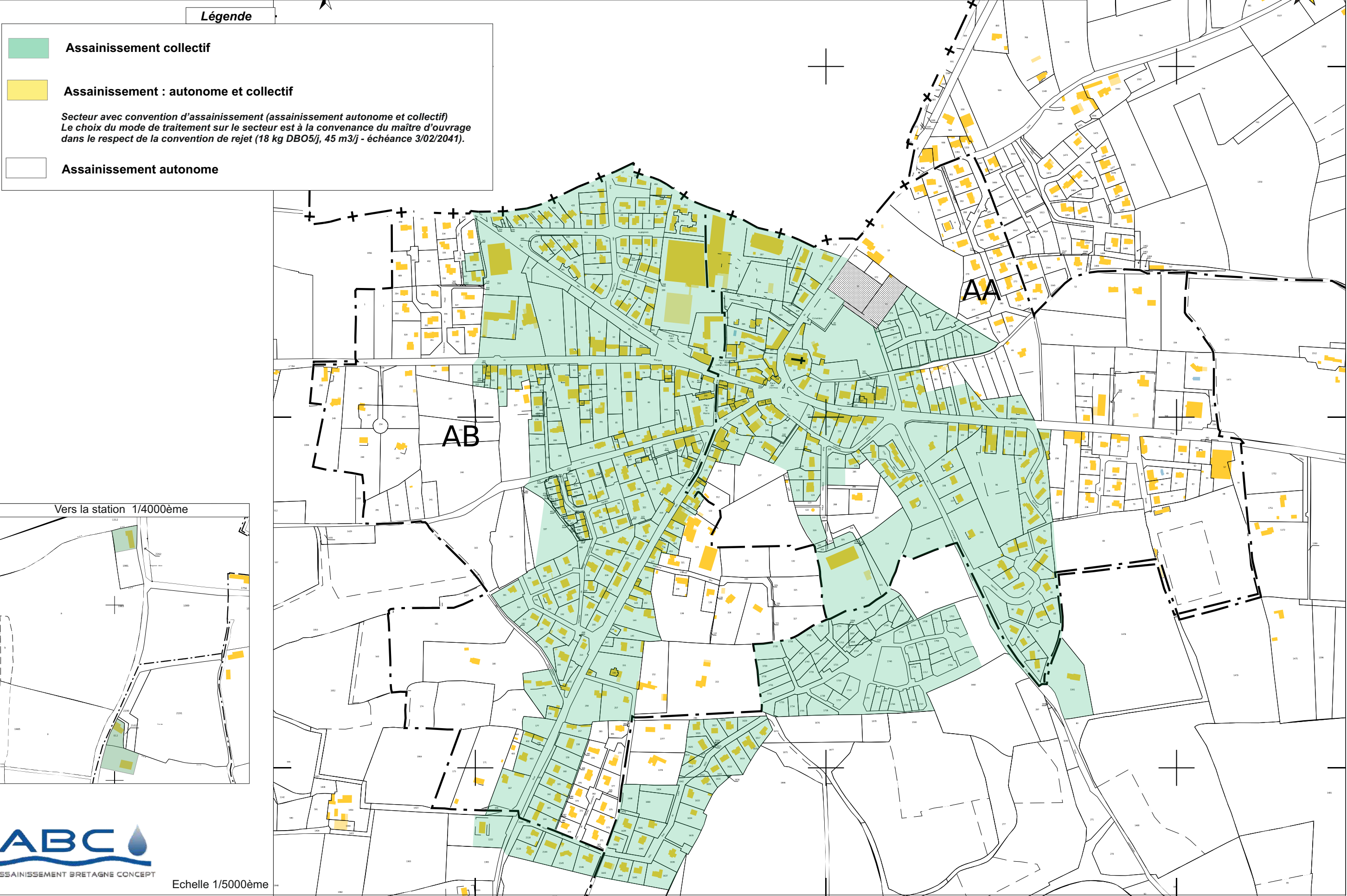
Les options retenues par la collectivité permettent, d'ores et déjà, de délimiter la zone qui relèvera, à terme, de l'assainissement collectif. Les grandes lignes de ce zonage figurent ci-dessous. Le plan du zonage proposé pour la commune de LANDUDEC est présenté page suivante.

Le zonage d'assainissement collectif adopté par la collectivité retient donc :

- Les terrains desservis par le réseau de collecte existant sans création d'extension sur le domaine public.
- Le « Domaine de Bel Air » pour partie en collectif, dans le respect de la convention de raccordement (jusqu'en 2041).

Le reste du territoire communal relève donc de l'assainissement non collectif.

Figure n°3 / Carte 1 : Proposition de zonage d'assainissement - Le Bourg



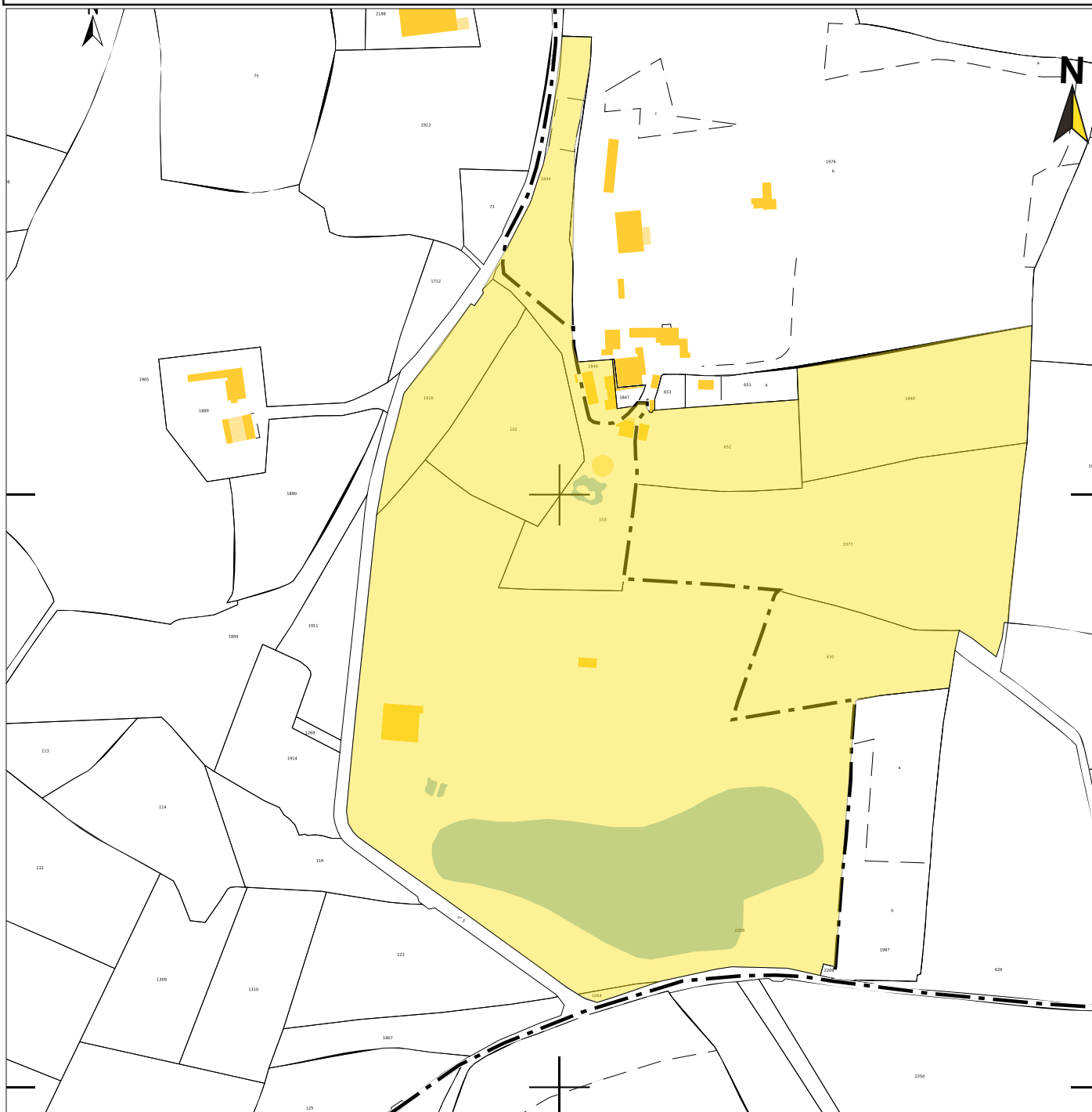
Vers la station 1/4000ème

ABC

ASSAINISSEMENT BRETAGNE CONCEPT

Echelle 1/5000ème

Proposition de zonage d'assainissement - « Bel Air »



Echelle 1/4000ème

Légende



Assainissement collectif



Assainissement : autonome et collectif

Secteur avec convention d'assainissement (assainissement autonome et collectif)
Le choix du mode de traitement sur le secteur est à la convenance du maître d'ouvrage dans le respect de la convention de rejet (18 kg DBO5/j, 45 m3/j - échéance 3/02/2041).



Assainissement autonome

1.2 - JUSTIFICATIONS DU CHOIX DU ZONAGE

La communauté de communes a pu obtenir les éléments nécessaires au choix du plan de zonage à travers les documents de l'étude de zonage proprement dite, ainsi que lors des échanges des documents de travail (concertation entre les souhaits de la commune, les orientations du projet de P.L.U. et les orientations du Schéma de COhérence Territoriale (SCOT) de l'Ouest Cornouaille).

En effet, le zonage retenu doit tenir compte d'un certain nombre de paramètres et d'enjeux tels que : le réseau existant, les capacités de traitement de la station d'épuration, le bâti existant, l'aptitude des sols à l'assainissement, le dispositif d'assainissement collectif existant, les perspectives de développement de l'urbanisation de la commune, la nécessité de protéger les ressources en eau (souterraine et superficielle), les contraintes financières découlant de la mise en place de l'assainissement collectif sur certains secteurs, etc.

1.2.1 – L'urbanisation de la commune

Sur la commune de LANDUDEDEC, l'occupation du sol et les règles d'urbanisme sont codifiées par le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), approuvé le 16/09/2005 et modifié les 28/09/2007, 29/01/2009, 10/11/2011, 26/09/2013, 16/09/2015 et 09/11/2017.

Les plus grands secteurs urbanisables se situent aux abords du bourg.

Le zonage permettra de régulariser des secteurs déjà aménagés et raccordés à l'assainissement collectif non pris en compte dans le zonage de 2001, notamment le lotissement communal du Hameau de la Vallée, le lotissement du Vieux Puits et le Domaine de Bel Air (convention).

D'autres seront aménagés à plus ou moins long terme, comme le secteur à l'arrière de la mairie qui dispose d'une OAP.

Le zonage doit proposer une évolution à minima à l'horizon d'une vingtaine d'années, soit 2045, et doit donc intégrer les éventuelles possibilités de constructions et de densification aux abords du réseau.

1.2.2 – Les contraintes vis à vis de l'assainissement non-collectif

Certains secteurs du bourg sont classés en aptitude 3, du fait de la présence de granite à faible profondeur. Aucun endroit n'est classé inapte à l'assainissement individuel.

Les secteurs constructibles hors zonage d'assainissement auront donc des solutions techniques d'assainissement individuel simples, des filières compactes permettront d'apporter des solutions lorsque les contraintes surfaciques sont importantes.

1.2.3 – La convention de raccordement de Domaine de Bel Air

La convention de raccordement coure jusqu'au 3 février 2041.

Cette convention autorise un rejet de 45 m³/j avec une charge de 18 kg DBO₅/j.

La convention ne pourra en aucun cas être modifiée à la hausse en terme de rejet.

2 - LE SCÉNARIO RETENU

2.1 – OUVRAGES À ENVISAGÉS

Le plan du réseau est présenté Figure n°2.

2.1.1 – Réseau de collecte

Aucune extension publique de réseau n'est prévue. Les futurs terrains raccordés à l'assainissement collectif se feront à partir du réseau existant.

2.1.2 – Ouvrage de traitement

La station de traitement des eaux usées domestiques de Landudec est située à Castel Névez.

La station a une capacité nominale de 1200 Equivalent-habitants soit :

- une charge hydraulique de 180 m³/j
- une charge organique de 72,0 kg/j de DBO₅.

Les eaux traitées sont rejetées au cours d'eau le Gourret au Sud.

Il n'est pas prévu d'investissement lié à la mise en place du zonage d'assainissement proposé.

2.2 - POPULATION DESSERVIE / CHARGE

A terme il est prévu 128 branchements potentiels supplémentaires sur le bourg (voir Figure 5 page suivante).

Les principaux secteurs étant :

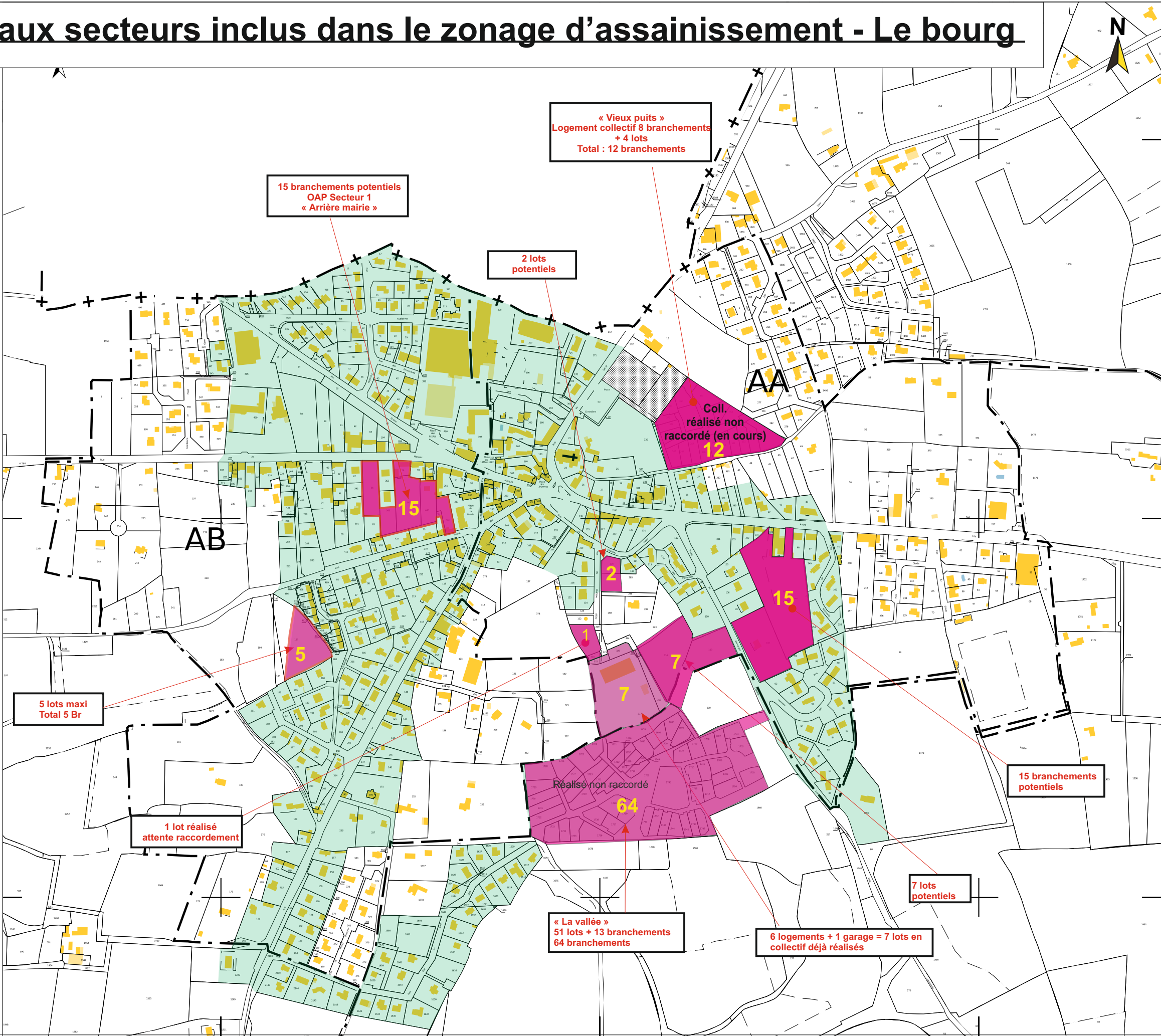
- le lotissement de « la vallée » et ses abords : 79 branchements,
- le lotissement du « vieux puits » : 12 branchements,
- le secteur « arrière mairie » : 15 branchements,
- le secteur Sud-est du bourg : 15 branchements.

Ces 128 branchements envisagés représentent une charge organique supplémentaire à traiter de 12,7 kg DBO₅/jour³, pour 282 nouvelles personnes raccordées.

³sur la base de 45g/EH / Selon le guide des études technico-économique du SEA dans le cas de restructuration de station et 2,2 habitants par logement.

Figure n°5 : Nouveaux secteurs inclus dans le zonage d'assainissement - Le bourg

Au total 128 branchements potentiels supplémentaires



2.2.2 – Domaine de Bel Air

Dans le cas où le camping atteindrait son maximum il rejetterait, en période de pointe, 12 m³ d'effluents de plus par jour.

Ceci correspond une charge organique de 80 Equivalent- habitants, représentant un flux supplémentaire estimé à 4,8 kg de DBO₅/jour.

2.2.3 – Synthèse des charges organiques reçues sur la station

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des charges organiques reçues au niveau de la station avec la réalisation du zonage d'assainissement.

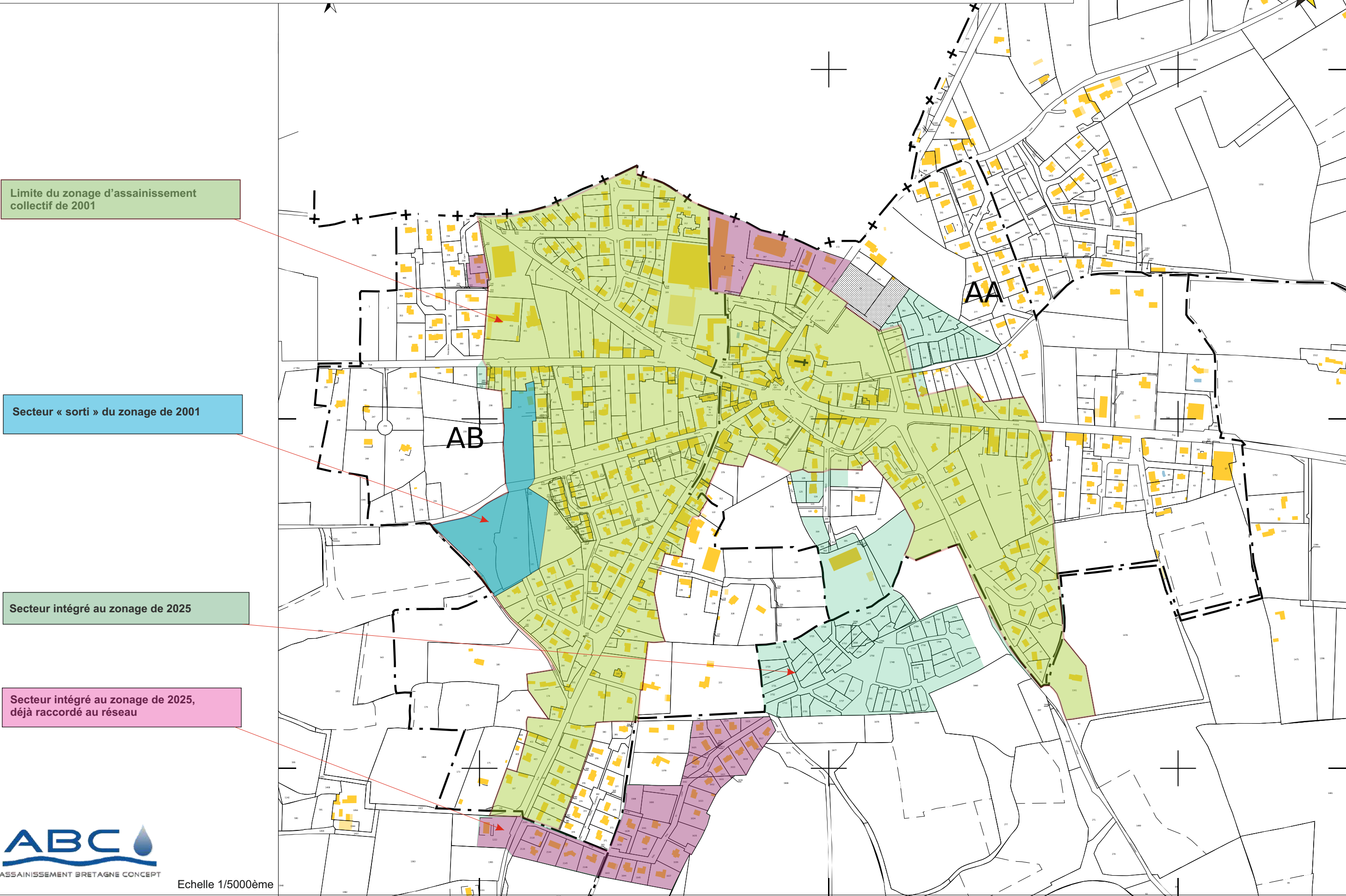
Tableau 6 : Synthèse des charges organiques reçues sur la station

	Charge organique (kg/DBO ₅ /j)
Branchements actuels au bourg	47,6
Domaine de Bel Air	
<i>Total actuel / charge potentielle raccordée</i>	<i>47,6</i>
Branchements domestiques futurs	12,7
Domaine de Bel Air (estimation)	4,8
<i>Total à terme</i>	<i>65,1</i>
<i>Capacité de la station</i>	<i>72</i>

A terme la population raccordée avoisinera 1050 à 1100 personnes sur le bourg avec prise en compte du « Domaine de Bel Air ».

La capacité nominale de 12000 Equivalent-habitants permet de gérer la charge supplémentaire générée par la mise en place du projet de zonage d'assainissement collectif.

Figure n°6 : Evolution du zonage d'assainissement au niveau du Bourg



Partie 3 : Incidences financières du projet

1 – COÛTS DU PLAN DE ZONAGE RETENU

Les options retenues par la collectivité permettent, d'ores et déjà, de délimiter la zone qui relèvera, à terme, de l'assainissement collectif.

1.1 – MONTANT DES TRAVAUX ASSOCIÉES AU ZONAGE

Il n'est pas prévu d'extension de réseau, ni de modification de la station d'épuration pour la mise en place du projet de zonage d'assainissement.

1.2 – RECETTES LIÉES AUX BRANCHEMENTS

Depuis le 1er juillet 2012, la PFAC (Participation Financière pour l'Assainissement Collectif) est entrée en vigueur et la PRE (Participation au Raccordement à l'Egout) a été supprimée :

- l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique la définit comme une économie réalisée par le propriétaire d'un immeuble lorsque, en se branchant, il évite la réalisation ou la mise aux normes d'une installation d'assainissement individuel.

Le coût des travaux de raccordement reste défini dans l'article L1331-2 du Code de la Santé Publique, qui autorise à se faire rembourser par les propriétaires tout ou partie des dépenses entraînées par le raccordement, diminuées des subventions éventuelles et pouvant être majorées de 10 % de frais généraux.

Il est donc facturé aux propriétaires faisant la demande d'un branchement :

- la Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) : Lorsqu'une nouvelle construction est raccordable au réseau d'assainissement, la PFAC est exigible. Pour une maison individuelle, elle s'élève à 3000 € (Délibération du 15/12/2022).
- La Participation aux Frais de Branchement (PFB) : lors de la construction d'un nouveau réseau, la collectivité pose un branchement pour les maisons existantes (ou parfois les terrains en attente), ces travaux sont facturés sur la base d'un forfait de 1000 € / maison.

Avertissements

Les dispositions résultant de l'application du présent Plan de zonage ne sauraient être dérogatoires à celles découlant du Code de la Santé publique, ni à celles émanant du Code de l'Urbanisme ou du Code de la Construction et de l'Habitation.

En conséquence, il en résulte que :

➤ *La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.*

➤ *un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :*

➔ *ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,*

➔ *ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement.*

➔ *ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. (Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement des participations prévues aux articles L 1331-2 et L 1331-7 du Code de la Santé).*

Les habitants de la commune se répartiront donc entre usagers de « l'assainissement collectif » et usagers de « l'assainissement non-collectif ».

1 – USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Ils ont obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

A leur égard, une distinction pourra être faite entre :

- le particulier résidant actuellement dans une propriété bâtie,
- le futur constructeur.

1.1 – LE PARTICULIER RÉSIDANT ACTUELLEMENT DANS UNE PROPRIÉTÉ BÂTIE :

- devra, à l'arrivée du réseau, faire à ses frais son affaire de l'amenée de ses eaux usées à la connexion de branchement au droit du domaine public ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuire de sa fosse devenant inutilisée.

- et d'autre part, sera redevable auprès de la Communauté de Communes :

➤ du coût du branchement : montant résultant du coût réel des travaux de mise en place d'une canalisation de jonction entre son domaine et le collecteur principal d'assainissement, diminué du montant de subventions éventuelles et majoré de 10 % pour frais généraux.

➤ de la Participation Financière de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.),

➤ de la redevance assainissement : abonnement et consommation et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

1.2 – LE FUTUR CONSTRUCTEUR

- outre les obligations qui lui sont imputables au même titre et dans les mêmes conditions que celles définies pour l'occupant mentionné dans la section précédente, pourra, compte-tenu de l'économie réalisée sur la non-acquisition d'un dispositif d'assainissement individuel, être assujéti, dans le cadre d'une autorisation de construire, au versement d'une participation qui ne pourra cependant excéder 80 % du coût de fourniture et pose de l'installation individuelle d'assainissement qu'il aurait été amené à réaliser en l'absence de réseau collectif.

2 – USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – RAPPEL LÉGISLATIF

a) La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 est la transposition de la directive européenne du 21 mai 1991. C'est le texte de référence qui fixe le cadre global de la gestion de l'eau sur le territoire français. Elle donne aux communes des obligations nouvelles dans le domaine de l'assainissement et notamment en matière d'assainissement non collectif :

« Les communes prennent obligatoirement en charge.....les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif » (article L2224-8 du code général des collectivités territoriales).

Pour le 31 décembre 2005, toutes les communes devaient créer leur Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC).

La loi sur l'eau rend le zonage d'assainissement obligatoire. Dans les zones relevant de l'assainissement non collectif, les communes « ...sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le souhaitent, leur entretien » (article L.2240-10 du code général des collectivités territoriales).

Les habitations individuelles non raccordées au réseau d'assainissement collectif sont tenues de disposer d'un système d'assainissement autonome et de le maintenir en bon état de fonctionnement (article L.33 du code de la santé publique).

Le service public d'assainissement non collectif est considéré comme un service public à caractère industriel et commercial (art. 35).

b) La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 apporte des confirmations mais également des modifications en matière d'assainissement non collectif.

Les communes (ou Communautés de Communes) continuent à assurer le contrôle des installations, désormais appelé « diagnostic de fonctionnement ».

Ce diagnostic fixe, si nécessaire, une liste de travaux à effectuer. Les propriétaires disposent alors d'un délai de 4 ans pour réaliser les travaux.

Les communes (ou Communautés de Communes) déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations ; ce contrôle doit être effectué au plus tard le 31 décembre 2012. La périodicité des contrôles ne peut pas excéder 8 ans.

La loi confirme que les agents du SPANC peuvent accéder aux propriétés privées. Les propriétaires refusant l'accès aux agents du service devront payer la redevance d'assainissement non collectif. Dans ce cas, cette dernière peut être majorée de 100% sur décision du conseil municipal (ou Communautaire).

Les dispositions relatives à l'application de ce texte ont été précisées par les arrêtés du 7 septembre 2009 et du 7 mars 2012 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non-collectif.

Annexes

- **Annexe 1** : Carte d'aptitude des sols à l'assainissement individuel
- **Annexe 2** : Rapport annuel 2024 (Conseil Départemental – SEA)
- **Annexe 3** : Arrêté du 8 avril 2025 relatif à la station d'épuration
- **Annexe 4** : Délibération du conseil communautaire
- **Annexe 5** : Cartes du zonage d'assainissement

ANNEXE 1

CARTE D'APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT



ÉTUDES ET CONSEILS
EN ENVIRONNEMENT

COMMUNE DE LANDUDEC

DELIMITATION DES ZONES PREVUES

à l'article 35-III de la Loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

(Article L2224-10 du Code général des collectivités territoriales)

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Notice justifiant le zonage envisagé

Tableau 1: Critères de classement des sols dans les différentes classes d'aptitude

APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL : DEFINITION DES CLASSES D'APTITUDE	
« Bonne Aptitude »	
<i>Sols sans contrainte pour la mise en place de l'assainissement individuel</i>	
Classe « 1 » (Vert) <i>[Bons Sols]</i>	Sol profond (environ 1,2 m) Bonne perméabilité Absence d'hydromorphie sur tout le profil Pente faible à nulle (de 0 à environ 5 %)
« Aptitude moyenne »	
<i>Sols présentant des contraintes pour l'assainissement individuel</i>	
Classe « 2 » (Jaune) <i>[Sols « moyens »]</i>	Sols sains entre 0 et 0,8 m Paramètres « déclassants » : <ul style="list-style-type: none"> • Blocage à la tarière entre 0,8 et 1,2 m • Sol profond (plus de 80 cm) mais perméabilité moyenne ou assez faible TELD • Sol profond mais hydromorphie entre 0,8 m et 1,5 m : TES • Perméabilité « en grand » (trop forte) : FSVND • Charge caillouteuse forte mais perméabilité correcte (étude au tractopelle) : FSVND • Pente moyenne (de 5 à 10 % environ) : TEPP
Classe « 3 » (Bleu)	- Sols hydromorphes à moins de 0,8 m ou – Sols peu profonds nécessitant des investigations complémentaires au tractopelle (caractéristiques à 0,6 - 0,8 m et 1,5 m inconnues) Paramètres « déclassants » : <ul style="list-style-type: none"> • Sol sain mais profondeur inférieure à 0,8 m (à la tarière¹) : étude complémentaire au tractopelle (ou Tertre) • Perméabilité faible à très faible mais présence d'une couche perméable en profondeur (Cf. étude au tractopelle) : FSVD + PI • Hydromorphie ou nappe à moins de 0,8 m mais sol perméable : Tertre non drainé • Roche massive (blocage au tractopelle) et fissurée proche de la surface : tertre • Pente forte (de 10 à 15 % environ) : Terrassement nécessaire
« Inaptitude »	
<i>Sols inaptes à l'assainissement individuel</i> <i>(pas de dispositifs adaptés)</i>	
Classe « 4 » (Rouge) <i>[Sols « inaptes »]</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Proximité de puits ou sources utilisés pour l'eau potable (<35 m) • Périmètre captage rapproché A • Proximité immédiate des cours d'eau (< 35 m) : à voir au cas par cas • Présence d'eau ou d'hydromorphie dès la surface (zone de sources, zone humide, zone inondable) • Roche massive, non fissurée et affleurante • Pente très forte (plus de 15 %)

¹ Par exemple : « re-classement » en aptitude « 2 » d'un sol peu profond et caillouteux classé préalablement en aptitude « 3 » après passage à la tarière, si le substratum s'avère perméable et que le godet du tractopelle peut descendre à plus d'un mètre.

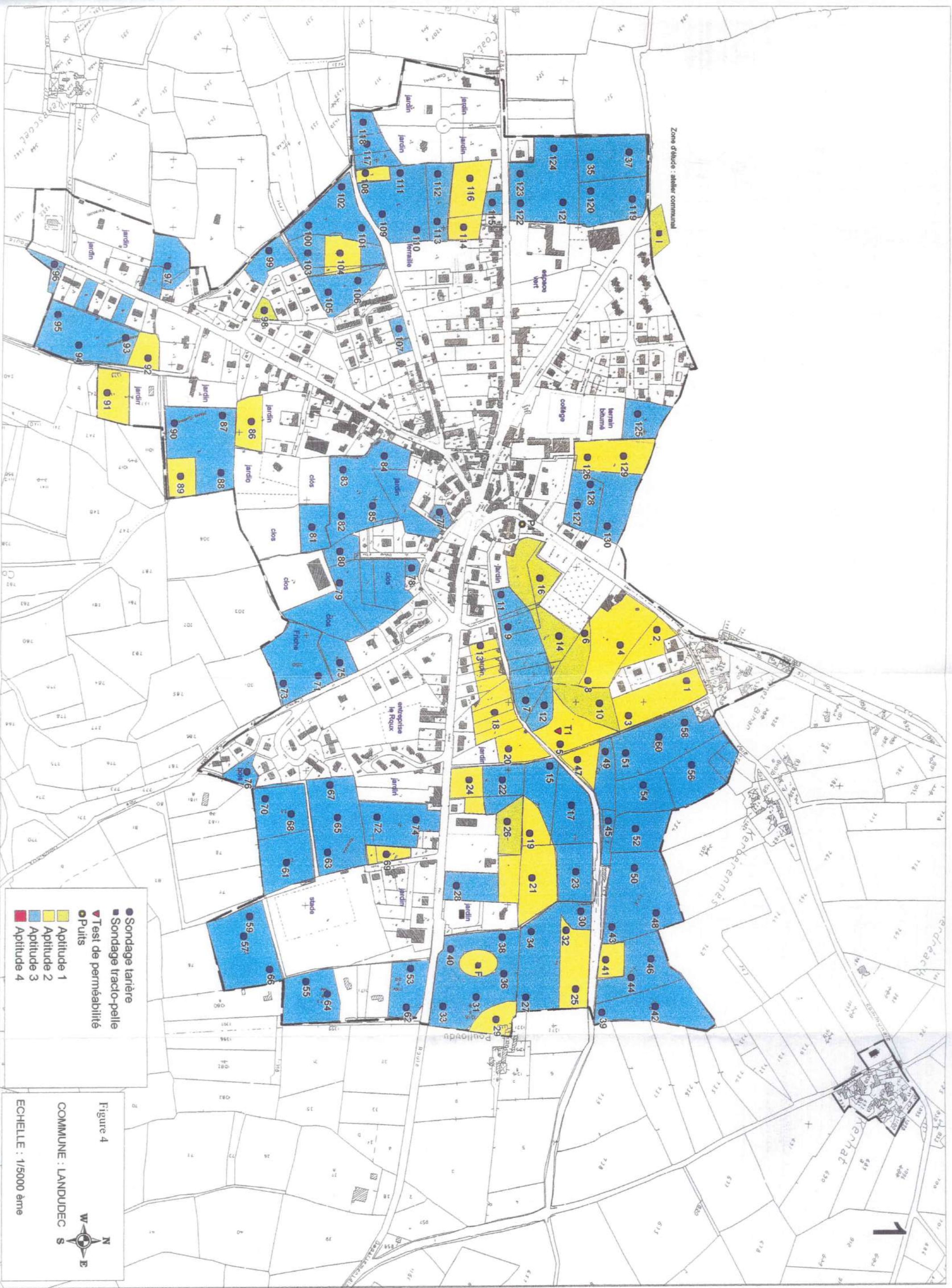
Globalement, les sols rencontrés sur la commune de LANDUDEC présentent des caractéristiques satisfaisantes pour la mise en place d'un assainissement individuel (sols suffisamment profonds, généralement sains et perméables). Parfois, la charge caillouteuse, trop élevée pour permettre la mise en place de simples tranchées d'épandage, ou dans de rares cas, l'apparition de traces d'hydromorphie à partir de 80 cm font passer tel ou tel secteur de l'aptitude 1 à l'aptitude 2 (exemple : au Sud-Est du bourg).

Il arrive aussi très souvent que la profondeur de sol mobilisable pour une bonne épuration soit insuffisante (roche massive et compacte à faible profondeur), faisant passer le secteur concerné de l'aptitude 2 à l'aptitude 3.

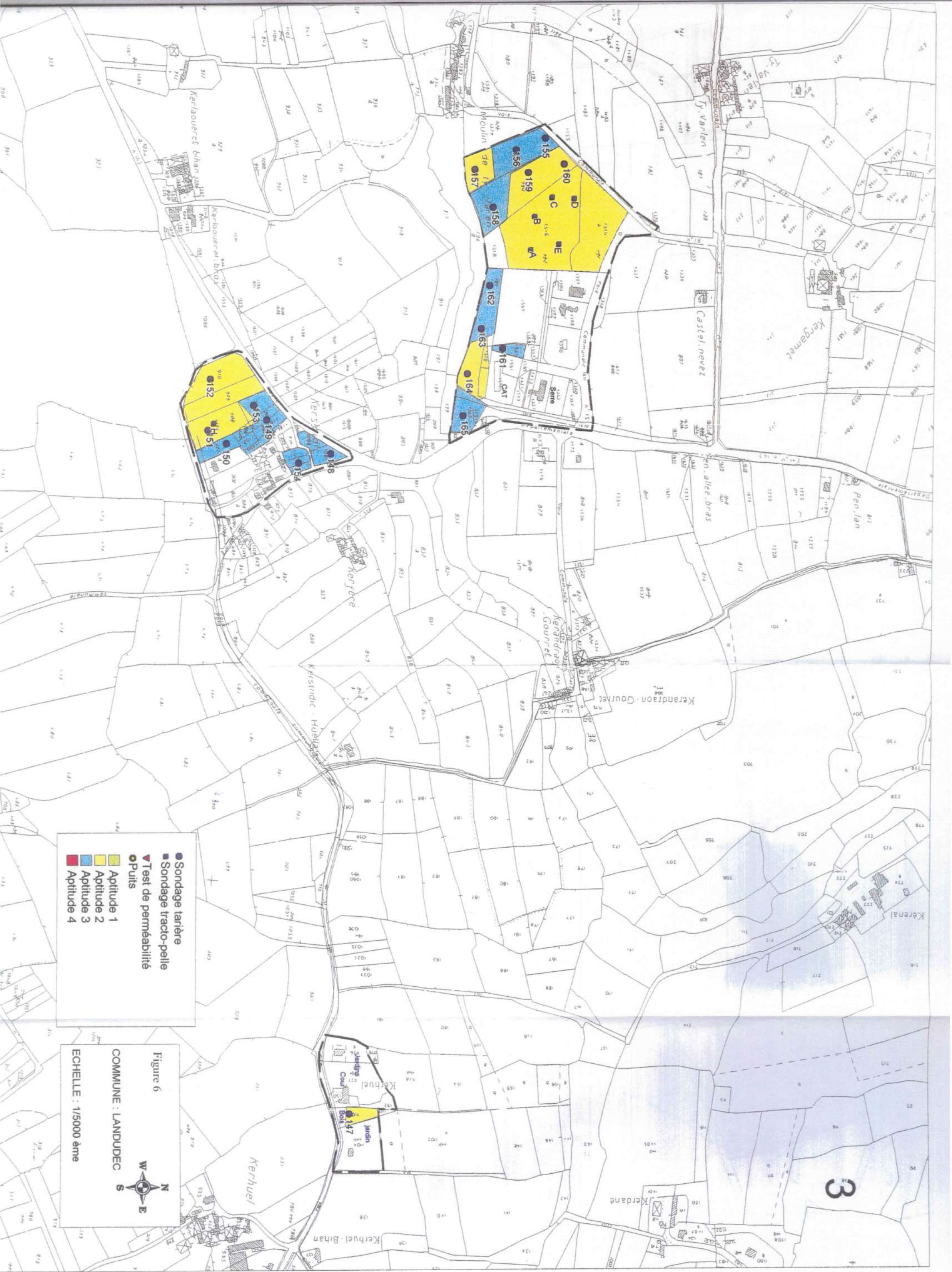
Cependant, en cas de mise en place de dispositifs à sol reconstitués dans ces secteurs, la perméabilité satisfaisante du *substratum* peut permettre une dispersion directe des effluents épurés par le fond de fouille, ce qui limite la complexité des installations à mettre en place.

Malgré, l'existence de sol peu profond à LANDUDEC, aucun des terrains étudiés n'a été classé inapte à l'assainissement individuel

Les cartes d'aptitude des sols à l'assainissement individuel présentées ci-après (Figures 4 à 7) présentent les résultats obtenus sur les zones étudiées à LANDUDEC (pour plus de précisions concernant la localisation et la description de chaque sondages pédologiques, se référer au rapport de « Phase 1 »).







3



Figure 6

COMMUNE : LANDUDEC

ECHELLE : 1/5000 ème

- Sondage tarière
- Sondage tracto-pelle
- ▼ Test de perméabilité
- Puits
- Aptitude 1
- Aptitude 2
- Aptitude 3
- Aptitude 4



COMMUNE DE LANDUDEC

**ETUDE DE ZONAGE
COMPLEMENTAIRE**

**CARTE D'APTITUDE DES SOLS A
L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL**

MAIRIE DE LANDUDEC



PLACE DE LA MAIRIE
29170 LANDUDEC

Tel: 02.98.91.52.09 – Fax: 02.98.91.55.18

BUREAU D'ETUDES EAU ET ENVIRONNEMENT



**B3E - AGENCE BRETAGNE
79, RUE AR VERET**

B.P. 5

29175 DOUARNENEZ CEDEX

Tél: 02 98 74 39 24 - Fax: 02 98 74 30 56 - Email: B3ebretagne@wanadoo.fr

LEGENDE:

Zones d'étude



Sol favorable



Sol moyennement favorable



Sol défavorable



Sondages à la tarière manuelle



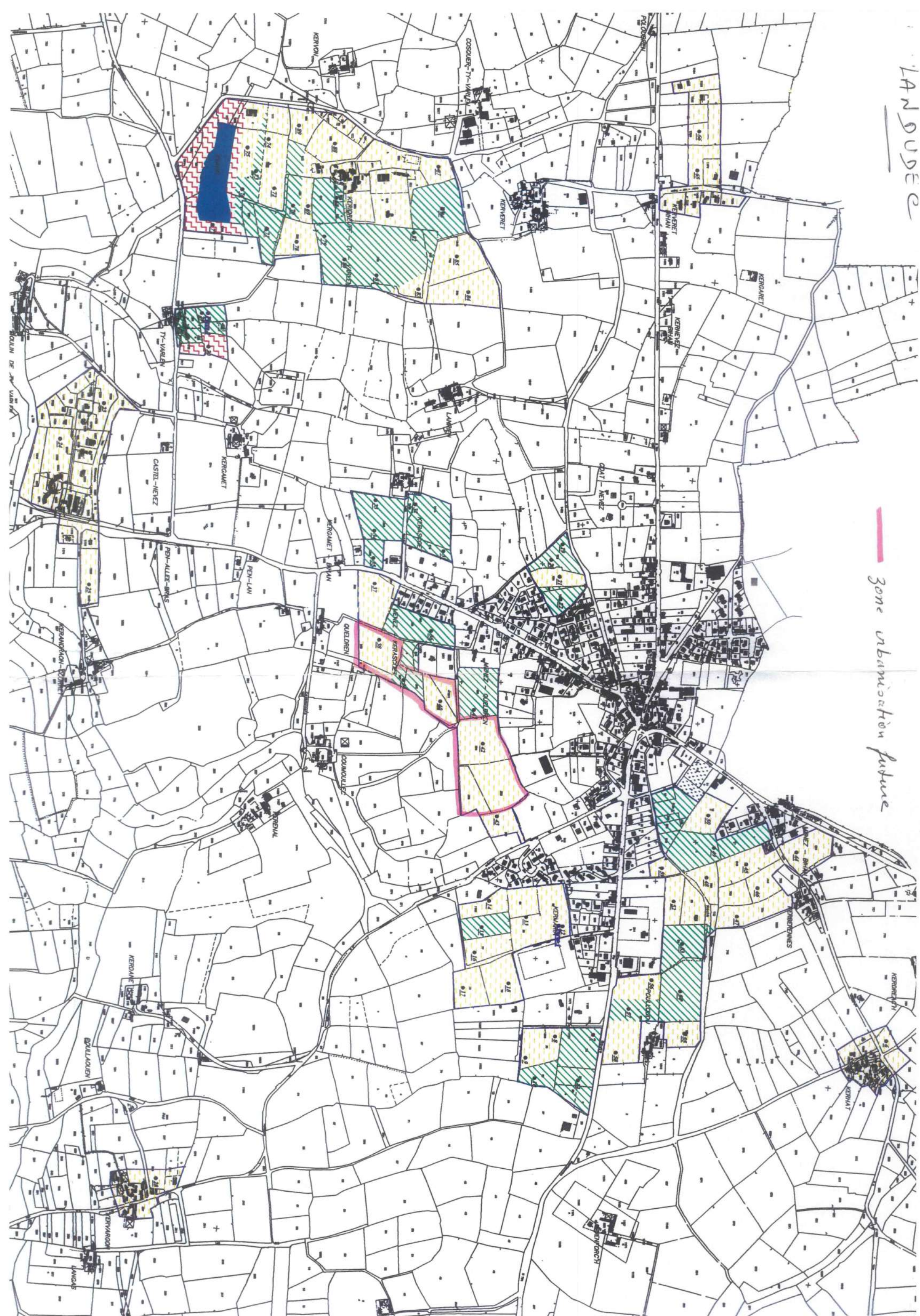
33

Test de perméabilité



Perco 3

Zone habitation future



Détails des Sondages Pédologiques

- 1 Favorable à l'assainissement autonome
- 2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
- 3 Défavorable à l'assainissement autonome

Lexique:

TV : Terre végétale
L : Limoneux
A : Argileux
S : Sableux
AD : Arène dégradée
RM : Roche mère

Numéro du sondage	Profondeur du sondage	Horizon 1		Horizon 2		Horizon 3		Horizon 4		Roche mère	Hydromorphie		Engorgement du sol	Type de sol
		Profondeur	Description	Profondeur	Description	Profondeur	Description	Profondeur	Description		Horizon redoxique	Horizon reductique		
1	30 cm	30 cm	TV											2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
2	40 cm	30 cm	TV		AD dans LS									2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
3	100 cm	50 cm	L		L à LA		100 cm							2 Favorable à l'assainissement autonome
4	100 cm	50 cm	TV		LA à LS +cailloux									2 Favorable à l'assainissement autonome
KERHAT														
5	50 cm	30 cm	TV		50 cm		L							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
6	50 cm	40 cm	TV		50 cm		L							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
BOURG (EST)														
7	70 cm	40 cm	TV		70 cm		LS+cailloux							2 Favorable à l'assainissement autonome
8	50 cm	30 cm	TV		50 cm		L							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
9	40 cm	30 cm	TV		40 cm		L							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
10	80 cm	40 cm	TV		50 cm		L		70 cm	LA+cailloux	80 cm	AD dans LA		2 Favorable à l'assainissement autonome
11	100 cm	30 cm	TV		60 cm		L		80 cm	LA+cailloux	100 cm	SA		2 Favorable à l'assainissement autonome
BOURG (NIMARIA)														
12	60 cm	30 cm	TV		50 cm		L		60 cm	AD				2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
13	30 cm	30 cm	TV		50 cm		TV à L							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
14	50 cm	30 cm	TV		70 cm		L							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
15	70 cm	40 cm	TV		40 cm		L							2 Favorable à l'assainissement autonome
16	40 cm	20 cm	TV		40 cm		L							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
17	55 cm	20 cm	TV		50 cm		L		55 cm	AD				2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
18	40 cm	30 cm	TV		40 cm		L							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
BOURG (COAT NEVEZ)														
19	100 cm	20 cm	TV		50 cm		L		90 cm	L à LA	100 cm	AD dans LS		2 Favorable à l'assainissement autonome
20	60 cm	20 cm	TV		40 cm		L		80 cm	LA	90 cm	LS		2 Favorable à l'assainissement autonome
21	30 cm	30 cm	TV											2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
22	80 cm	40 cm	TV		80 cm		LS							2 Favorable à l'assainissement autonome
ZONE DE TV VARLEN														
23	30 cm	30 cm	TV											2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
24	50 cm	40 cm	TV		50 cm		L							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
25	30 cm	30 cm	TV											2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
KERHIDIC														
26	100 cm	40 cm	TV		60 cm		L		80 cm	LA	100 cm	SA		2 Favorable à l'assainissement autonome
27	100 cm	50 cm	TV à L		60 cm		L		90 cm	LA	100 cm	LS		2 Favorable à l'assainissement autonome
KERVADON														
28	30 cm	30 cm	TV+cailloux											2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
TV VAHL EN														
29	60 cm	20 cm	TV		60 cm		SL							2 Favorable à l'assainissement autonome
30	100 cm	20 cm	TV		100 cm		LA							3 Défavorable à l'assainissement autonome
KERACOLT														
31	40 cm	40 cm	TV											2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
32	40 cm	40 cm	TV		80 cm		L		100 cm	LA+sables				2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
33	100 cm	40 cm	TV		80 cm		L		100 cm	LS				2 Favorable à l'assainissement autonome
34	100 cm	40 cm	TV		70 cm		L		100 cm	LS				2 Favorable à l'assainissement autonome
35	100 cm	40 cm	TV		60 cm		L		90 cm	LS				2 Favorable à l'assainissement autonome
36	100 cm	40 cm	TV		50 cm		L							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
37	50 cm	40 cm	TV		50 cm		L + cailloux							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
38	40 cm	50 cm	TV		50 cm		L + cailloux							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
39	100 cm	50 cm	TV		50 cm		L		60 cm	LA + cailloux				2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
40	60 cm	40 cm	TV		50 cm		L		80 cm	LS				2 Favorable à l'assainissement autonome
41	100 cm	45 cm	TV		80 cm		L + cailloux		100 cm	LS				2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
42	60 cm	50 cm	TV		60 cm		L							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome
43	50 cm	40 cm	TV		50 cm		L + cailloux							2 Moyennement Favorable à l'assainissement autonome

ANNEXE 2

RAPPORT ANNUEL 2024 (CONSEIL DÉPARTEMENTAL - SEA)

ANNEE 2024
STATION D'EPURATION DE LANDUDEC

Capacités nominales : 1 000 EH (60 kg DBO₅/j ; 150 m³/j ; débit de pointe : 21,2 m³/h)

La qualité des eaux traitées est très bonne au vu des bilans réalisés dans l'année.
La Communauté de Communes a engagé une actualisation de l'étude de zonage.
Les écarts entre les mesures de débits en entrée et sortie sont importants, et souvent supérieurs à 10%.
La production de boues est à renseigner dans SANDRE.

EVOLUTIONS A ENVISAGER

RESEAU :

- Déconnecter la grille des eaux pluviales du Super U ;
- Les volumes moyens journaliers du PR Rue Neuve sont à transmettre au format SANDRE « R2 ».

STATION :

- Poser un débitmètre électromagnétique sur la conduite de transfert (épaisseur vers silo de stockage) afin de comptabiliser les boues. Renseigner la production de boues dans le format SANDRE.
- Le cahier de vie est à réaliser.

ANALYSE DU FONCTIONNEMENT DE L'ANNEE

RESEAU :

→ **Situation actuelle**

- Population raccordée (au 31/12/2023 - Source RPQS) :

- 365 branchements (+ 13 branchements par rapport à fin 2022), soit une population sédentaire estimée à 850 habitants + population saisonnière (résidences secondaires et Domaine de Bel Air).

- Gros collectifs et industriels raccordés :

- Camping "Domaine de Bel Air" (Convention de raccordement de 2011 + Avenant de Décembre 2014 : Q < 62 m³/jour; DBO₅ < 23 kg/jour). **L'avenant a pris fin le 12 mars 2023**, avec un retour aux termes de la convention initiale (Q < 45 m³/jour ; DBO₅ < 18 kg/jour).
- Super U
- Maison de retraite Kerélys (30 lits)

→ **Projets d'extension et de réhabilitation en 2025 :**

- Pas d'info.

→ **Fonctionnement du réseau :**

Préambule

Le débitmètre à ultrason, en entrée de station, est pris en référence. Mais, il convient de souligner que les écarts Entrée / Sortie restent importants (13 % en moyenne annuelle 2024, et 9% en 2023).

- Nappes basses – temps sec, hors période estivale (septembre à octobre) :

- Moyenne à 60 m³/jour, soit 40 % de la CN (69 m³/jour en octobre 2023).

- Charges hydrauliques maxi reçues :

- 235 m³, le 1^{er} mars, soit 156 % de la CN (224 m³, le 9 décembre 2023) ;
- En 2024, la station a fonctionné au-delà de sa CN, durant 23 jours lors des épisodes pluvieux de janvier à avril (22 jours en 2023, 4 jours en 2022 ; 8 jours en 2021 ; 11 jours en 2020).

- Incidence des eaux d'infiltration :

- En janvier 2024, les eaux d'infiltration ont représentées jusqu'à + 100 m³/j, soit 66 % de la capacité nominale (85 m³/j en 2023, 50 m³/j en 2022, mais avec des nappes plus basses ; 80 m³/j en 2021)

- Incidence des eaux pluviales :

- Jusqu'à + 2 m³/mm, soit pour une pluie de référence de 15 mm : + 30 m³ (19 % de la CN) (2022 et 2023 : + 2 m³/mm). Cela représente 2000 m² de surface active ou environ 17 habitations sur la base de 120 m² de toiture/maison (4.8 % des branchements), ce qui est considéré comme satisfaisant.

STATION

→ Observations sur le fonctionnement

Filière eau :

- L'ensemble des bilans d'autosurveillance a été conservé pour cette analyse.

- Charges organiques reçues (Données d'autosurveillance 2024, 4 bilans) :

• Charge mesurée en moyenne annuelle :

. DBO₅ : **34.9kg, soit 58 % de la CN** (68 % de la CN, en 2023).

. DCO : **74.2 kg, soit 62 % de la CN** (69 % de la CN en 2023).

• Charge mesurée en pointe : Bilan 23 juillet 2024

. DBO₅ : **47.6 kg, soit 79 % de la CN** (100 % de la CN, le 5 août 2024).

. DCO : **95.4 kg, soit 80 % de la CN** (103 % de la CN, le 5 août 2024).

• Charge mesurée en période estivale :

. DBO₅ : 42 kg, soit 70% de la CN (33g/hab) estimation 1300 habitants.

- Résultats de l'épuration en moyenne annuelle :

	Pollution organique		MES	Azote			Phosphore
	DBO ₅	DCO	MES	N-NH ₄ ⁺	NTK	NGL	Pt
Concentrations en sortie de station (mg/l)	4,4	27,9	4,8	1,7	3,4	6,9	0,6
Normes	25	90	35		10	14	3
Rendements (%)	99	96	99	97	96	91	95
Normes	95	92	95		85	85	80
Flux rejetés (kg/jour)	0,4	2,9	0,5	0,2	0,4	0,8	0,1
Normes	2.5	9	3.5		1	1.4	0.3

- L'ensemble des bilans d'autosurveillance 2024 ont eu lieu sur la période de juin à novembre.

• La qualité des eaux épurées est très bonne tout au long de l'année et répond aux normes de l'arrêté préfectoral.

- Consommation électrique :

La consommation d'énergie est de 93 kWh en moyenne journalière (82 kWh/j en 2023), soit un ratio de 2,7 kWh / kg de DBO₅ éliminée (valeur de 2,1 kWh /kg de DBO₅ éliminée, en 2023) => Ratio correcte.

- Consommation chlorure ferrique :

2.9 tonnes de chlorure ferrique ont été consommées en 2024 (4.1 en 2023), pour traiter le phosphore total soit environ 2.1 m³ de réactif. La consommation est en nette baisse, avec des résultats de phosphore au rejet sont satisfaisants.

Filière boues :

- Les boues extraites depuis le bassin d'aération sont envoyées dans un épaisseur, puis dans un stockeur.
- Les données sur la production de boues ne sont pas transmises au format SANDRE. Il n'est donc pas possible d'obtenir le tonnage de matières sèches produites ni le ratio de MS/kg de DBO₅ éliminée.

- En 2024, 16 tonnes de matières sèches ont été évacuées vers l'épandage agricole.

→ **Entretien, exploitation des ouvrages et fonctionnement des équipements électromécaniques :**

- Entretien et exploitation des ouvrages.

- La station est très bien exploitée et entretenue ;
- Le dégrilleur à vis a été remplacé en mars 2023 par un dégrilleur automatique à déversement de déchets en aval, associé à un compacteur à déchets. Diminution des filasses au niveau du bassin d'aération, noté par l'exploitant.

Nom de la station	: LANDUDEC/Communale	Mise en service : juillet-05
Type d'épuration	: BOUES ACTIVEES-AERATION PROLONGEE	
Maître d'ouvrage	: CC HAUT PAYS BIGOUDEN	Capacités nominales :
Exploitant	: SAUR - SECTEUR HAUT PAYS BIGOUDEN	1000 EH
Constructeur	: SAUR - TRAVAUX	60 kg de DBO5/j
Réseau	: 100% séparatif	150 m³/j

Visites réalisées par le SEA : Bilan(s) : 0 - Visite(s) Test(s) : 2 - Visite(s) Analyse(s) : 0 Visite(s) As : 1 - Réunion(s) : 1

Origines de la pollution reçue : (au 31/12/2024)

- Population raccordée : 850 habitants
- Collectivités raccordées : LANDUDEC : 365 branchements
- Industriels et Principaux collectifs raccordés :

Noms

Domaine de Bel Air

Ecole primaire et maternelle

Maison de retraite
Supermarché "Super U"

Activité

A partir du 12/03/2023, retour aux termes de la conventions initiales (Q < 45 m³/j et DBO5 < 18 kg/j)
130 élèves résidant sur la commune, restauration livrée par prestataire
30 lits en hébergement permanent

Résultats des études 24 heures :

Dates	CHARGES*		RENDEMENTS EPURATOIRES (%)						Pluvio	Commentaires
	Hydrau. (%)	Organ. (%)	Pollution organique		Matières en suspension	AZOTE		Phosphore		
						Organ.	Total			
			DBO	DCO	MES	NTK	NGL	Pt	mm	
27/06/2024	57	48	98	97	98	98	96	87	0	Bilan SAUR
23/07/2024	77	79	98	98	99	99	97	90	2,6	Bilan SAUR
03/08/2024	75	60	98	98	99	99	97	86	6,4	Bilan SAUR
20/11/2024	44	45	99	98	99	98	94	84	0	Bilan SAUR
Moyenne	63	58	98	97	99	98	95	86	1126	Moyenne autosurveillance 2024
Capacités nominales	150 m³/j	60 Kg/j	*calculées par rapport aux capacités nominales							

Résultats obtenus en sortie station (moyenne mensuelle) :

		Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Norme 24h
T E S T S	KMnO4							1			1			
	N-NH4 (mg/l)							0,8			0,6			
	N-NO2 (mg/l)							0			0			
	N-NO3 (mg/l)							2,3			5,6			
	P-PO4 (mg/l)							1,7			1,5			
A N A L Y S E S	DBO5 (mg/l)						8	8	6			5		25
	DCO (mg/l)						25	25	20			20		90
	MES (mg/l)						10	2	3			2		35
	N-NH4+ (mg/l)						0,9	1	0,8			0,8		6,2* / 3,9**
	NTK (mg/l)						2	2	2			2		15* / 10**
	NGL (mg/l)						6	5	5			6		20* / 14**
	Pt (mg/l)						1,8	1,6	2,2			1,7		10* / 3**
	E.Coli (Nb/100ml)						2,6.10 ⁵	9,2.10 ⁴	2,5.10 ⁵			6,1.10 ⁵		Valeur guide 10 ⁵

* du 1er décembre au 31 mai / ** du 1er juin à 31 novembre, selon l'arrêté préfectoral du 26 mai 2004

Données mensuelles de fonctionnement :

	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	total	moyen
Effluents traités (m³/j)	110	118	104	93,7	70,7	64,7	82,9	96,6	57,8	56,4	64,2	61,5		81,7
Boues produites (T.MS/mois) *													7,25	
Energie consommée (KWh/j)	113	102	83,1	81,5	88,4	81,9	81,8	94,8	84,9	88,5	103	114		93,1

* Aucune donnée transmise

Evolution de la production de boues :

2022	2023	2024
------	------	------

Ne diffuser qu'avec l'accord du maître d'ouvrage

Production de boues (Tonnes Matières sèches / an)			
---	--	--	--

Destination des boues : - Epandage agricole (100%)

Suivi mensuel des bypass station :

La station ne comporte pas de by pass codifié A2 ou A5

Système de collecte : suivi mensuel des surverses de réseau :

		Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	total
Pluviométrie mensuelle		136	198	115	59,6	88,6	16,4	95,4	86,8	50,2	110	110	60	1126
A1	Volume en m³	Le système de collecte ne comporte pas de point de mesure codifié 'A1'												
R1	Temps déversement	0h00	0h00	0h00	0h00	0h00	0h00	0h03	0h00	0h00	0h00	0h00	0h00	0h03

ANNEXE 3

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 8 AVRIL 2025 RELATIF À LA STATION D'ÉPURATION

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 8 AVRIL 2025
FIXANT LES PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT DE
L'AGGLOMERATION DE LANDUDEC
ET ABROGEANT L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL 2004-0519 DU 26 MAI 2004**

LE PREFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU la directive 91/271/CEE du conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux résiduaires urbaines,
- VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 du Parlement et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,
- VU le Code de l'environnement,
- VU le Code de la santé publique,
- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2224-8 à L. 2224-10 et R. 2224-6 à R. 2224-22,
- VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j DBO₅,
- VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 9 janvier 2006 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne,
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par le Préfet de la région Centre, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne, le 18 mars 2022,
- VU l'arrêté du préfet de la région Bretagne établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Ouest Cornouaille approuvé par le préfet du Finistère le 27 janvier 2016,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2004-0519 du 26 mai 2004 fixant les prescriptions particulières du système d'assainissement de la commune de Landudec,
- VU le porter à connaissance, visant à redéfinir la capacité nominale de la station d'épuration des eaux usées de Landudec, transmis à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Finistère le 19 février 2024 par la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden,

VU le courrier du 25 février 2025 du préfet du Finistère à la présidente de la communauté de communes du Haut Pays Bigouden sollicitant son avis sur le projet d'arrêté et le courrier en réponse reçu le 4 mars 2025 mentionnant l'absence d'observation relative aux prescriptions particulières du projet d'arrêté,

CONSIDERANT qu'il est démontré dans le porter à connaissance que la station d'épuration des eaux usées de Landudec, autorisée pour une charge organique de 1000 EH, peut maintenir ses performances en concentration et rendement avec une charge organique rehaussée à 1200 EH,

CONSIDERANT qu'il est démontré dans le porter à connaissance que le flux rejeté par la station d'épuration de Landudec, pour une charge organique entrante de 1200 EH, reste inférieur au flux admissible du cours d'eau récepteur,

CONSIDERANT que les analyses réalisées dans le milieu récepteur, entre 2011 et 2016, permettent de considérer que le flux rejeté pour une charge organique entrante de 1200 EH, est compatible avec le maintien d'une bonne qualité d'eau,

A R R E T E

ARTICLE 1 – ABROGATION DE L'ANCIEN ARRÊTÉ

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral 2004-0519 du 26 mai 2004 fixant les prescriptions particulières relatives à l'exploitation de la station d'épuration de Landudec, située au lieu dit Kastell Nevez, et autorisant le déversement des eaux usées épurées dans le cours d'eau « Ar Gourret » affluent du cours d'eau « La Virgule » sont abrogées.

ARTICLE 2 – OBIET DU PRÉSENT ARRÊTÉ

L'objet du présent arrêté est de fixer les prescriptions techniques particulières relatives au système d'assainissement de Landudec et d'autoriser le déversement des eaux usées traitées dans le cours d'eau « Ar Gourret » affluent du cours d'eau « La Virgule ».

La Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden ci-après désignée sous le terme « le permissionnaire » exploite le système de collecte ainsi que le système de traitement. L'ensemble (système de collecte et système de traitement) constitue le système d'assainissement.

ARTICLE 3 – RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE CONCERNÉE

Rubriques de la nomenclature	Activités	Régime
2.1.1.0	Station d'épuration des agglomérations d'assainissement devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure à 12 kg de DBO5/j mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5/j	Déclaration

ARTICLE 4 – SITUATION ADMINISTRATIVE DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

La Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden est autorisée à exploiter, sur le site de « Kastell Nevez », sur la commune de Landudec, une station d'épuration fonctionnant sur le principe des boues

activées en aération prolongée, à faible charge, d'une capacité nominale de 1200 équivalents-habitants dimensionnée pour recevoir une charge de pollution journalière et un débit de:

72 kg	de DBO5 (demande biologique en oxygène pendant 5 jours)
144 kg	de DCO (demande chimique en oxygène)
108 kg	de MES (matières en suspension)
16 kg	de NTK (azote total ammoniacal Kjeldahl)
4,8 kg	de P total (phosphore total)

Le débit de référence (débit journalier temps pluie) est de 210 m³/jour.

Le débit horaire de pointe est de 26 m³/h

ARTICLE 5 – PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA COLLECTE DES EAUX USEES

5.1 Conception et gestion des ouvrages de collecte

Le système de collecte de type « séparatif » se situe sur la commune de Landudec.

Le réseau de collecte, ainsi que les ouvrages connexes, doivent être conçus, réalisés, entretenus et exploités de manière à éviter tout rejet direct ou déversement d'eaux usées vers le milieu naturel hors situations exceptionnelles définies dans l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015,

5.2 Points de déversements situés sur le réseau de collecte

En présence de points de déversements situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique inférieure à 120 Kg/j de DBO5, et risquant de porter atteinte à des usages sensibles, un équipement permettant de comptabiliser le nombre et le temps de déversements doit être mis en place.

5.3 Postes de refoulement

Ils doivent être réalisés conformément aux normes en vigueur et le service chargé de police de l'eau doit être informé au moins 3 mois à l'avance de la construction d'un nouveau poste de refoulement (sous maîtrise d'ouvrage publique) ou de la modification des caractéristiques de pompage d'un poste de refoulement existant.

Dans le cas où une bache de sécurité est jugée nécessaire en raison de la sensibilité du milieu, le volume de celle-ci est égal à au moins deux fois le volume horaire nominal de pompage.

5.4 Raccordement d'effluents non domestiques

Tout déversement non domestique dans le réseau de collecte doit faire l'objet d'une ou des autorisations mentionnées à l'article L. 1331-10 du Code de la Santé Publique. Cette autorisation ne dispense pas ces déversements des obligations auxquelles ils sont soumis en application du livre 5, titre 1^{er} du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et de toute autre réglementation qui leur serait applicable.

La liste de toutes les autorisations est jointe en annexe

au cahier de vie du système d'assainissement. Le service chargé de la police de l'eau est destinataire des documents mis à jour.

5.5 Raccordement d'effluents non-domestiques assimilables à des effluents domestiques

Sont classés dans les effluents assimilables domestiques, tous les rejets liés à des activités impliquant des utilisations de l'eau à des fins domestiques, en application des articles L.213 -10-2 et R.213-48-1 du code de l'environnement, à savoir principalement les activités tertiaires, de restauration et de laverie-pressings.

5.6 Contrôle de la qualité des nouveaux tronçons

Le permissionnaire est tenu de vérifier que les ouvrages de collecte sont réalisés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et des règles de l'art.

Conformément à l'article 10 de l'arrêté du 21 juillet 2015, des essais de réception des travaux réalisés doivent être effectués par un opérateur accrédité indépendant de l'entreprise chargée des travaux.

Le procès-verbal de cette réception et les résultats d'essai de réception sont tenus à la disposition du service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau par le maître d'ouvrage.

5.7 Efficacité de la collecte

5.7.1 Surverses vers le milieu récepteur

Dans le cas de débordements des ouvrages hydrauliques, les causes doivent être identifiées par le maître d'ouvrage du système de collecte, et portées à la connaissance immédiate du service de police de l'eau.

5.7.2 Diagnostic du système d'assainissement

En application de l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, le maître d'ouvrage doit mettre en place un diagnostic périodique conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Le permissionnaire tient à jour le plan du réseau et des branchements, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales. La mise à jour du plan doit être jointe au bilan annuel, visé à l'article 10-2, qui doit être transmis au service de police de l'eau avant le 1^{er} mars de l'année suivante (N +1).

ARTICLE 6 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AU SYSTEME DE TRAITEMENT ET AU REJET

L'usage des ouvrages d'assainissement et le rejet des eaux traitées doivent répondre aux conditions suivantes pour assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 211-1 du Code de l'environnement .

6.1 - Descriptif de la filière de traitement des eaux usées et des conditions de traitement

La station de type boues activées est implantée sur le site de « Kastell Nevez» à Landudec sur la parcelle 1631, section D.

Les coordonnées du système de traitement, en Lambert 93, sont :

	x	y
Station d'épuration	153 238	6 790 840

Descriptif de la filière de traitement des eaux usées

Les ouvrages sont conçus pour permettre un traitement minimal satisfaisant des effluents en cas de défaillance ou d'arrêt pour entretien de l'un des éléments du système.

Les ouvrages épuratoires comprennent :

- Un prétraitement,
- Un système de comptage et un préleveur d'échantillons d'eaux brutes,
- Une filière complète de traitement biologique comprenant un bassin d'aération et un clarificateur,
- Un poste de déphosphatation physico-chimique,
- Un système de comptage et un préleveur d'échantillons d'eaux traitées,
- Une filière de traitement des boues,

- Une canalisation de transfert des eaux traitées jusqu'au cours d'eau « Ar Gourret », affluent du cours d'eau « la Virgule ».

6.2 Conditions techniques imposées au rejet de la station

6.2.1 Normes de rejet

Les diverses concentrations sont appréciées sur un échantillon moyen journalier homogénéisé, non filtré et non décanté en sortie de la filière de traitement:

De décembre à mai inclus

Paramètres	Concentrations maximales en mg/l	Rendements épuratoires minimums	Valeurs rédhitoires en concentration (mg/l)
DBO5	25	95 %	50
DCO	90	92 %	180
MES	35	95 %	87,5
NH4+	8	80 %	-
NTK	15	85 %	-
NGL	20	85 %	-
P total	10	80 %	-

De juin à novembre inclus:

Paramètres	Concentrations maximales en mg/l	Rendements épuratoires minimums	Valeurs rédhitoires en concentration (mg/l)
DBO5	25	95 %	50
DCO	90	92 %	180
MES	35	95 %	87,5
NH4+	5	80 %	-
NTK	10	85 %	-
NGL	14	85 %	-
P total	3	80 %	-

6.2.2 Conditions de rejet

6.2.2.1 Rejet dans le cours d'eau « Ar Goured »

Le rejet des effluents traités s'effectue dans le cours d'eau « Ar Gourret » au lieu dit « Keriere »,

	x	y
Exutoire de rejet	153 204	6 790 416

6.2.2.2 Autres conditions techniques imposées au rejet

- le pH doit être compris entre 6 et 8,5,
- la température du rejet ne doit pas être supérieure à 25°C,
- l'effluent rejeté ne doit pas dégager d'odeur putride ou ammoniacale, ni provoquer une coloration visible du milieu récepteur,

- l'effluent ne doit contenir aucune substance capable d'entraîner l'altération de la biocénose aquatique après mélange avec les eaux réceptrices.

ARTICLE 7 – PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'ÉLIMINATION DES BOUES ET DES AUTRES SOUS-PRODUITS

7.1 Traitement des boues

La filière boues comprend un épaisseur statique et un silo de stockage.

7.2 Destination et élimination des boues

Le permissionnaire informe le service chargé de la police de l'eau des quantités de boues évacuées et de leur destination.

Toutes les informations concernant l'élimination des boues doivent être consignées dans un registre. Celui-ci est mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

7.3 Devenir des autres déchets

Les refus de tamisage sont évacués vers un centre de traitement agréé.

Les sables provenant du curage des réseaux ainsi que des pré-traitements sont récupérés par une entreprise habilitée à traiter ces produits.

Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé au service en charge de la police de l'eau.

ARTICLE 8 – AUTRES PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'USAGE DES OUVRAGES ÉPURATOIRES

8.1 Dispositions générales

Les sites liés à l'assainissement collectif sont maintenus propres et toutes les installations sont entretenues régulièrement. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au minimum équivalent au volume stocké. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

8.2. - Fiabilité des installations

Le permissionnaire veille à ce que le service d'exploitation des ouvrages dispose en permanence des pièces de rechange et matériels utiles pour remédier aux pannes courantes, de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité des installations. Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation adéquate lui permettant de réagir dans toutes les situations de fonctionnement de la station.

8.3. - Nuisances sonores

Les bruits émis par la station d'épuration des eaux usées ne doivent pas dépasser les normes réglementaires en vigueur. Ils ne doivent pas faire l'objet d'un préjudice anormal et spécial.

8.4. - Nuisances olfactives

La lutte contre la propagation des odeurs doit être assurée par le confinement des zones génératrices d'odeurs. Les confinements et la ventilation sont conçus de manière à assurer au personnel, une exploitation et une maintenance sans utilisation de dispositif individuel de protection respiratoire dans les enceintes fermées accessibles. Dans les locaux accessibles au personnel et dans les locaux attenants à l'exploitation, les conditions de concentrations sont strictement inférieures, en toutes circonstances, aux valeurs limites réglementaires en vigueur au moment de la construction des installations. Elles ne doivent pas générer un préjudice anormal et spécial.

8.5. - Sécurité

Les personnes étrangères à l'exploitation ou au contrôle des ouvrages ne doivent pas avoir libre accès aux installations. L'ensemble des installations de traitement des eaux usées est délimité par une clôture et l'interdiction d'accès au public est clairement signalée.

8.6. - Périodes de travaux

La continuité du traitement et de la collecte des eaux usées de l'agglomération est assurée en permanence durant les périodes de travaux. Toutes précautions utiles sont prises lors de travaux sur la station d'épuration ou sur le réseau de collecte afin éviter les atteintes au milieu naturel, notamment du fait d'écoulements non maîtrisés. A cet effet les entreprises intervenant sur le chantier veillent à :

- aménager des zones spécifiques, pour le stockage des carburants, lubrifiants et produits dangereux et pour l'entretien du matériel de chantier;
- réaliser autant que nécessaire des dispositifs de filtration ou de décantation des eaux de ruissellement chargées en sédiments.

ARTICLE 9 – AUTOSURVEILLANCE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

9.1 Dispositions générales

L'exploitant de la station d'épuration est tenu de se conformer à tous les règlements relatifs à la surveillance des systèmes d'assainissement et de leurs sous-produits, notamment aux prescriptions édictées par l'arrêté du 21 juillet 2015.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, visés à l'article L. 216-3 du Code de l'environnement, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

L'exploitant doit, sur leur réquisition, permettre aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures, vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté.

Dans le cas de déversements non autorisés, nécessités par des considérations d'ordre technique, l'exploitant doit en avvertir immédiatement le service chargé de la police de l'eau.

Des consignes particulières concernant les modalités d'intervention doivent être établies préalablement par l'exploitant pour leur mise en œuvre en cas d'accident.

Ces événements doivent être consignés dans le registre d'exploitation.

9.2 Autosurveillance du système de collecte

Un suivi des réseaux doit être réalisé en permanence. Les plans des réseaux de collecte et des branchements doivent être tenus à jour. Le maître d'ouvrage du système de collecte doit périodiquement transmettre les mises à jour du réseau d'assainissement au service chargé de la police de l'eau.

Les déversements doivent être immédiatement signalés au service de police de l'eau par l'exploitant du système d'assainissement ou du réseau de collecte. Un rapport d'incident comprenant l'évaluation des flux rejetés doit être transmis dans les délais les plus courts à ce même service.

9.3 Autosurveillance du système de traitement

L'exploitant de la station d'épuration met en place un programme annuel d'autosurveillance des rejets et des sous-produits.

A cet effet, la station d'épuration doit être équipée de dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits ainsi que de préleveurs automatiques réfrigérés et thermostatés asservis aux débits, en entrée et en sortie de la filière de traitement.

Les équipements de mesures doivent fonctionner en permanence. L'exploitant doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés le jour précédent.

Un manuel décrivant précisément les modalités de l'autosurveillance est rédigé et transmis au service de police de l'eau. Le cahier de vie validé doit être tenu à jour par l'exploitant.

Autocontrôles et évaluation de la conformité de la filière de traitement des eaux usées

Il est procédé en entrée et sortie de la filière de traitement au minimum aux contrôles suivants :

Paramètres	Traitement biologique par boues activées	
	Nombre de contrôles	Nombre maximal de non-conformités
Débit	365 j/an	-
pH	4 j/an	-
Température	4 j/an	-
DBO5	4 j/an	1
DCO	4 j/an	1
MES	4 j/an	1
NTK	4 j/an	-
NO2	4 j/an	-
NO3	4 j/an	-
NH4	4 j/an	-
Pt	4 j/an	-
E-Coli	4 j/an	-

La programmation annuelle est présentée par l'exploitant dans les plannings d'autosurveillance que l'exploitant doit remettre au service chargé de la police de l'eau pour validation, au 1^{er} décembre de l'année N-1 pour l'année N.

Les bilans sont réalisés aux mêmes dates que les prélèvements effectués dans le milieu récepteur.

Les paramètres azote et phosphore sont considérés conformes si la moyenne par période des résultats obtenus (concentrations ou rendements) respecte les valeurs fixées à l'article 6.2.1 du présent arrêté.

Pour les paramètres DBO5, DCO et MES, la conformité des échantillons est appréciée au regard des normes de rejet (concentrations ou rendements) fixées à l'article 6.2.1 du présent arrêté, dans les conditions prévues à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 :

- Les mesures doivent en outre respecter soit les concentrations maximales, soit les rendements minimaux, en tolérant un nombre maximal annuel de mesures figurant dans le tableau ci-dessus qui peuvent être non conformes, et sous réserve qu'elles soient toutefois inférieures aux valeurs réévaluées, visées dans le tableau de l'article 6.2.1. Ce nombre de non-conformités sera, le cas échéant, réévalué par le service de police de l'eau en fonction du nombre de bilans réalisés en conditions normales de fonctionnement.
- La station peut ne pas respecter ses normes de rejet dans les situations exceptionnelles suivantes :
 - opérations de maintenance programmées qui ont fait l'objet d'une déclaration au service de police de l'eau et quand les prescriptions éventuelles de ce dernier ont été respectées ;
 - circonstances exceptionnelles (telles inondation, séisme, panne non directement liée à un défaut de conception ou d'entretien, rejet accidentel dans le réseau de substances chimiques, actes de malveillance).

L'ensemble des paramètres permettant de justifier la bonne marche des installations est consigné dans un registre d'exploitation, tenu à la disposition des agents de l'administration chargés de la police de l'eau.

9.4 Suivi de l'impact des eaux rejetées dans le milieu récepteur

Un suivi de l'impact des rejets dans le milieu récepteur est effectué dans les conditions suivantes au mêmes dates que les bilans 24h:

Paramètres	Nombre de contrôles	Périodes des analyses dans le cours d'eau récepteur
DBO5	4 analyses par an	Juillet, Août, mai et février
DCO	4 analyses par an	Juillet, Août, mai et février
MES	4 analyses par an	Juillet, Août, mai et février
NTK	4 analyses par an	Juillet, Août, mai et février
NO2	4 analyses par an	Juillet, Août, mai et février
NO3	4 analyses par an	Juillet, Août, mai et février
NH4	4 analyses par an	Juillet, Août, mai et février
Pt	4 analyses par an	Juillet, Août, mai et février
E-Coli	4 analyses par an	Juillet, Août, mai et février

Ces analyses sont réalisées 50 mètres à l'amont du rejet, 100 mètres à l'aval du rejet et à l'aval éloigné du rejet au niveau du moulin de Kerscaven.

9.5 Contrôles par le service de police de l'eau

Celui-ci peut procéder, en tant que de besoin et de façon inopinée, à des vérifications du fonctionnement et du rendement des ouvrages épuratoires ainsi qu'à des analyses des effluents bruts et épurés.

Les résultats des contrôles inopinés sont pris en compte pour l'appréciation de la conformité du fonctionnement des ouvrages épuratoires.

Le service chargé de la police de l'eau établit la conformité des performances du système d'assainissement (système de collecte et système de traitement de l'eau et des boues) dans les conditions définies à l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015.

ARTICLE 10 – INFORMATIONS ET TRANSMISSIONS OBLIGATOIRES AU SERVICE DE POLICE DE L'EAU

10.1 Concernant les modalités d'autosurveillance

Le maître d'ouvrage doit transmettre, au service chargé de la police de l'eau, avant le 1^{er} décembre de l'année N - 1, pour acceptation, la programmation des mesures d'autosurveillance prévues pour l'année N.

Les résultats de l'ensemble des mesures, réalisées dans le cadre de l'autosurveillance, sont communiqués mensuellement, avant le 20 du mois suivant, à ce service et à l'Agence de l'eau par l'exploitant. Ces résultats sont transmis mensuellement sous format informatique d'échange de données « SANDRE », via l'application VERSEAU.

Le permissionnaire doit transmettre au service chargé de la police de l'eau, mensuellement ou annuellement selon les fréquences définies par les conventions avec les industriels, les résultats d'autocontrôles des établissements raccordés au réseau de collecte.

Dans le cas de résultats non-conformes, l'information du service de police de l'eau par l'exploitant doit être immédiate, accompagnée de commentaires sur les dépassements constatés et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

10.2 Concernant le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage doit réaliser un bilan annuel du fonctionnement des ouvrages de traitement, récapitulant l'ensemble des informations relatives au système de collecte, au système de traitement de l'eau, à l'élimination des boues et des sous-produits, ainsi que sur le fonctionnement du dispositif de rejet en mer.

Les informations relatives au système de collecte doivent porter sur : les déversements de postes de refoulement, le rapport de diagnostic périodique, la mise à jour des autorisations de raccordement, les résultats d'autocontrôles des établissements industriels raccordés, les taux de collecte et raccordement, la programmation des réhabilitations et d'extensions du réseau, les rapports de réception des nouveaux tronçons.

Ce bilan annuel du système d'assainissement doit être transmis au service de police de l'eau au plus tard avant le 1^{er} mars de l'année suivante (N + 1).

10.3 Concernant le suivi du milieu récepteur

Les résultats des mesures et contrôles, prévus à l'article 9-4, sont communiqués au service de police de l'eau et à l'agence régionale de santé (ARS).

En fonction des résultats obtenus, ce suivi pourra être modifié en accord avec le service de police de l'eau et avec l'agence régionale de santé (ARS).

10.4 Concernant la transmission d'informations sur les services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA)

Le maître d'ouvrage doit transmettre les valeurs des indicateurs et des données caractérisant leur service, à l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement via une plate-forme internet créée à cet effet.

10.5 Incident ou accident

Tout dépassement des seuils autorisés, incident ou accident, affectant la station d'épuration ou le réseau de collecte des effluents et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, doit être signalé par l'exploitant, sans délai et par tout moyen à sa disposition, au service chargé de la police de l'eau. Les transmissions par courriel sont envoyées à l'adresse suivante : ddtm-police-eau@finistere.gouv.fr

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le Préfet, la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident doit prendre, ou faire prendre, toutes les mesures possibles pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident, pour évaluer ses conséquences et pour y remédier.

Lors de ces déversements accidentels, l'exploitant doit estimer les flux de pollution déversés dans le milieu récepteur pour les paramètres débit, MES, DCO, MES et NH4 au rejet, et évaluer l'impact sur le milieu récepteur et ses usages notamment par des mesures pour la bactériologie (*Escherichia coli*), conformément aux dispositions de l'article 17-IV de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

L'exploitant établit, dans les meilleurs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'incident ou de l'accident, les dispositions prises pour en minimiser l'impact et les mesures mises en œuvre ou envisagées pour éviter son renouvellement.

La non-déclaration d'un incident ou d'un accident affectant une installation, un ouvrage, une activité ou des travaux nuisibles à l'eau ou au milieu aquatique est punissable d'une contravention pénale de classe 5.

Des consignes particulières concernant les modalités d'intervention doivent être établies préalablement par l'exploitant pour leur mise en œuvre en cas d'accident.

Tous événements ou incidents concernant le système d'assainissement doivent être consignés dans le registre d'exploitation.

ARTICLE 11 – ENTRETIEN DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT

Au moins 1 mois avant les périodes d'entretien et de réparations prévisibles sur le réseau de collecte ou sur la station d'épuration, l'exploitant doit informer le service chargé de la police de l'eau, de la nature et de la consistance des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux.

Il doit préciser les caractéristiques des déversements durant ces périodes, ainsi que les mesures qu'il envisage de prendre pour limiter leur impact sur le milieu récepteur.

Lors de l'entretien des ouvrages épuratoires, la filière « boues activées » doit assurer un traitement minimum, en mode dégradé, des effluents collectés.

Le service chargé de la police de l'eau peut, si nécessaire, demander le report des opérations ou la mise en œuvre de mesures complémentaires.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT

Toute modification apportée par le pétitionnaire aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable du système d'assainissement collectif de l'agglomération d'assainissement de Landudec doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration ou le dépôt d'un dossier d'autorisation au titre du Code de l'environnement.

ARTICLE 13 – RÉCAPITULATIF DES ÉCHÉANCES DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Échéances pour mise en œuvre des prescriptions	Nature des prescriptions	Articles concernés
Information préalable	Modification du système d'assainissement	Article 12
	Entretien nécessitant l'arrêt partiel ou général du traitement	Article 9
Information immédiate	Dépassements de normes, incidents et accidents dont des déversement d'eaux brutes du réseau de collecte	Articles 9.2, 10.1 et 10.5
Information différée	Transmission d'un rapport d'incident ou d'accident, sous quinze jours, après les incidents ou accidents	
	Transmission du procès-verbal de réception des nouveaux tronçons des réseaux de collecte, trois mois au plus tard après réception	Article 5.6
Transmission mensuelle avant le 20 du mois suivant (M + 1)	Transmission mensuelle des résultats d'autosurveillance de la station d'épuration	Article 10.1
	Transmission des résultats d'autocontrôles des établissements raccordés au réseau de collecte	Article 10.1
Transmission annuelle Avant le 1 ^{er} décembre de l'année N-1 pour l'année N	Transmission pour validation de la programmation des mesures d'autosurveillance prévues pour l'année suivante	Article 10.1
Transmission annuelle Avant le 31 décembre de l'année (N)	Transmission des résultats du suivi de l'impact du rejet sur le milieu récepteur	Article 9-4
Transmission annuelle Avant le 1 ^{er} mars de l'année suivante (N+1)	Transmission d'un bilan annuel du fonctionnement du système d'assainissement	Article 10.2

ARTICLE 14 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 15 – SANCTIONS

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions des articles L.216-1 à L.216-13 du code de l'environnement. En vertu de l'article R.216-12 du code de l'environnement, la non déclaration d'un incident ou d'un accident affectant une installation, un ouvrage, une activité ou des travaux nuisibles à l'eau ou au milieu aquatique est punissable d'une contravention pénale de classe 5 (code Natinf 13236).

ARTICLE 16 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant la juridiction administrative compétente, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement:

- Par le permissionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 17 – PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

- Une copie de l'arrêté est déposée dans la mairie de Landudec et peut y être consultée;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de la commune de Landudec pendant une durée minimum d'un mois; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires concernés;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Finistère pendant une durée minimale de six mois.

ARTICLE 18 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental des territoires et de la mer, la présidente de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden et le maire de Landudec sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le Préfet,



Alain ESPINASSE

ANNEXE 4

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DÉLIBÉRATION N° : CC_2025_03_012

OBJET : Révision du zonage d'assainissement de la commune de Landudec

LE MARDI 4 MARS DEUX MILLE VINGT CINQ à dix-huit heures trente, le Conseil de la Communauté de Communes, légalement convoqué, s'est réuni en salle Pierre Jakez Hélias, Place Corentin Hénaff, 29710 POULDREUZIC, sous la présidence de Josiane KERLOCH.

Présents : ALAIN Jacques, ANDRO Dominique, BERRIVIN Annie, BUREL Michel, BUREL Michelle, CARADEC Jean-Louis, CARIOU Jacques, DROGUET Cyril, DUFOUR Marie-Thérèse, GENTRIC Guénolé, GERBE Alain, JONCOUR Martine, KERDRANVAT Claude, KEREZEON Gilles, KERLOCH Josiane, LE BERRE Hélène, LE BLEIS Jean-François, LE COZ Hervé, LE GOFF Michèle, LE GUELLEC Yves, MARLE Jean-Claude, PICHON Franck, PLOUHINEC Jocelyne, PORS Olivier, RONARC'H Philippe, STEPHAN Philippe, TANGUY Isabelle, VIVIEN Nelly, YANNIC Jean-Bernard.

Représentés : CORNEC Paul (Pouvoir à MARLE Jean-Claude), PEREIRA Sandra (Pouvoir à DROGUET Cyril).

Absents excusés : BERGOUGNOUX Flore, FLOCHLAY Loïc, KERVEVANT Nathalie, PERON Sophie.

Secrétaire de séance : STEPHAN Philippe

Date de convocation et de publication : 26 février 2025

Membres en exercice : 35
Présents/représentés : 31
Votants : 31
- dont « pour » : 31
- dont « contre » : 0
- dont abstention : 0

Michel BUREL, Vice-Président délégué, informe que dans le cadre de l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales, les communes ou EPCI si la compétence a été transférée, doivent délimiter et approuver leur zonage d'assainissement des eaux usées (et pluviales), après enquête publique.

Le zonage a plus précisément pour objet de délimiter :

- 1) Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestique et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux usées,

- 2) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations [...],
- 3) Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- 4) Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Il est également nécessaire d'établir un zonage d'assainissement pour assurer une compatibilité avec les objectifs d'urbanisation de la commune et de définir ainsi une politique d'assainissement.

Le zonage d'assainissement de la commune de Landudec a été adopté en janvier 2001, il convient aujourd'hui de le réviser afin :

- De régulariser des secteurs raccordés à l'assainissement collectif non pris en compte dans le zonage de 2001, notamment le lotissement communal du Hameau de la Vallée et le Domaine de Bel Air (convention)
- D'intégrer les perspectives de développement et d'urbanisme de la commune (à horizon 20 ans).

A la suite d'une concertation entre la mairie, la Communauté de communes, la Direction départementale des territoires et de la mer (unité Police de l'Eau) et le Service de l'Eau et l'Assainissement du Département du Finistère, le bureau d'études ABC a proposé en février 2025 un projet de zonage d'assainissement.

Les cartes de zonage ont été élaborées en tenant compte :

- Des prescriptions du SCoT,
- De la capacité de traitement de la station de Landudec, portée de 1000 EH à 1200 EH, par arrêté préfectoral
- De la charge reçue sur la station en pointe (47,6 kg DBO5 soit 79,5% DBO5 base 1000 EH, soit 67% base 1200 EH),
- Des contraintes de l'habitat,
- Des études d'aptitude du sol à l'assainissement individuel.

Les cartes de zonage, annexées à la présente délibération, ont été présentées en conseil municipal de Landudec pour information, le 3 mars 2025.

L'Autorité environnementale (Mission Régionale d'Autorité environnementale – DREAL /MRAe) devra être consultée dans le cadre de l'examen « au cas par cas ». L'objectif de cette procédure est de permettre à l'Autorité environnementale de se prononcer par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser une évaluation environnementale (étude d'impact).

Conformément aux compétences communautaires,

Sur proposition de Michel BUREL,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

A l'unanimité :

- Adopte le zonage proposé sur les cartes en annexe,
- Autorise la Présidente à saisir l'Autorité Environnementale au titre de l'examen « au cas par cas »,
- Autorise la Présidente à soumettre à consultation du public le projet de zonage d'assainissement conformément aux dispositions du Code de l'Environnement.

**Le secrétaire de séance,
Philippe STEPHAN.**



**La Présidente,
Josiane KERLOCH.**



Carte 1 : Proposition de zonage d'assainissement - Le Bourg

Envoyé en préfecture le 10/03/2025
Reçu en préfecture le 10/03/2025
Publié le
ID : 029-242900710-20250304-CC_2025_03_012-DE

Légende

Assainissement collectif

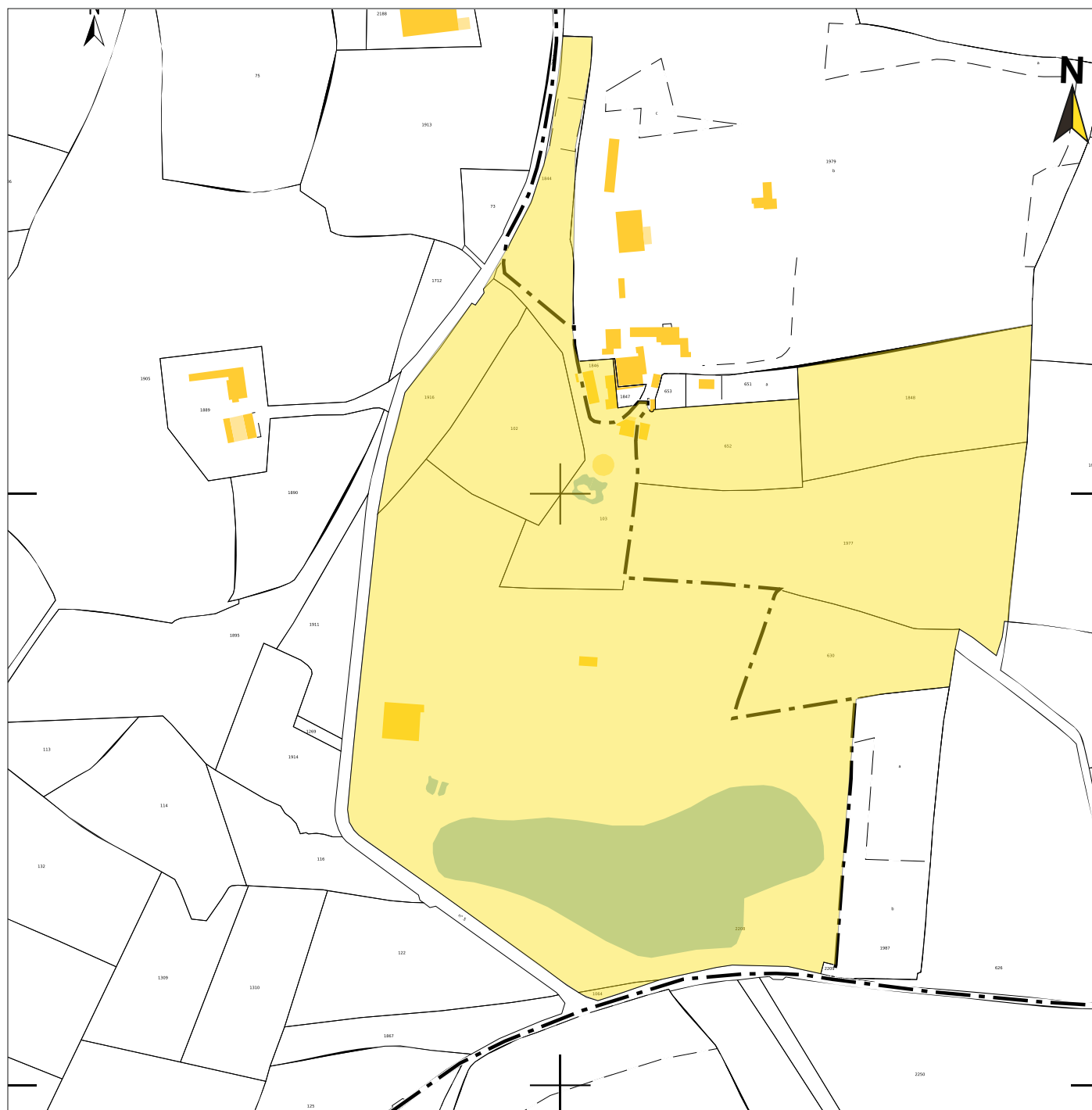
Assainissement : autonome et collectif

Secteur avec convention d'assainissement (assainissement autonome et collectif)
Le choix du mode de traitement sur le secteur est à la convenance du maître d'ouvrage dans le respect de la convention de rejet (18 kg DBO5/j, 45 m3/j - échéance 3/02/2041).

Assainissement autonome



Carte 2 : Proposition de zonage d'assainissement - « Bel Air »



Echelle 1/4000ème

Légende

**Assainissement collectif****Assainissement : autonome et collectif**

*Secteur avec convention d'assainissement (assainissement autonome et collectif)
Le choix du mode de traitement sur le secteur est à la convenance du maître d'ouvrage
dans le respect de la convention de rejet (18 kg DBO5/j, 45 m3/j - échéance 3/02/2041).*

**Assainissement autonome**




ANNEXE 5

CARTES DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

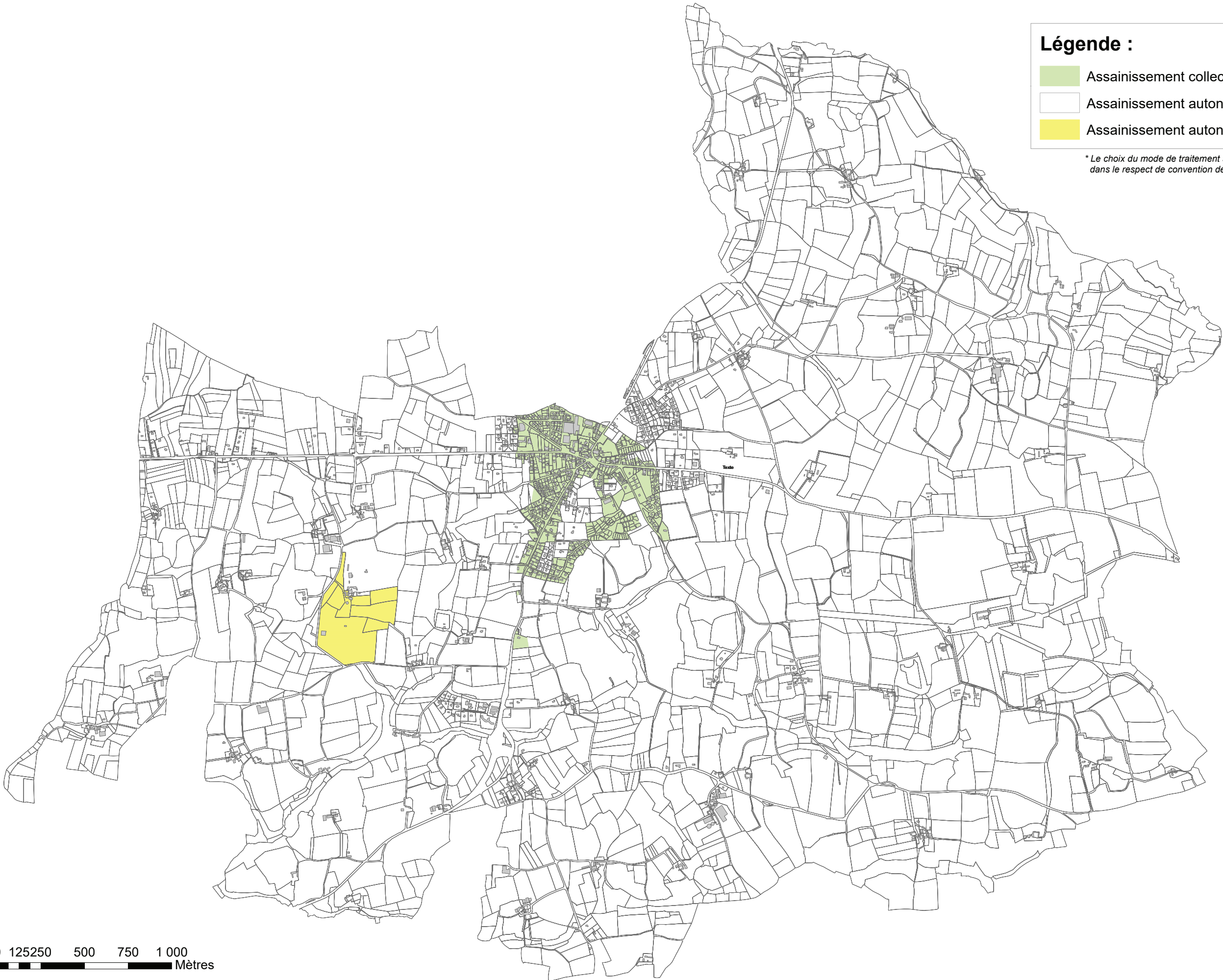
Carte de zonage d'assainissement - Commune de LANDUDEC



Légende :

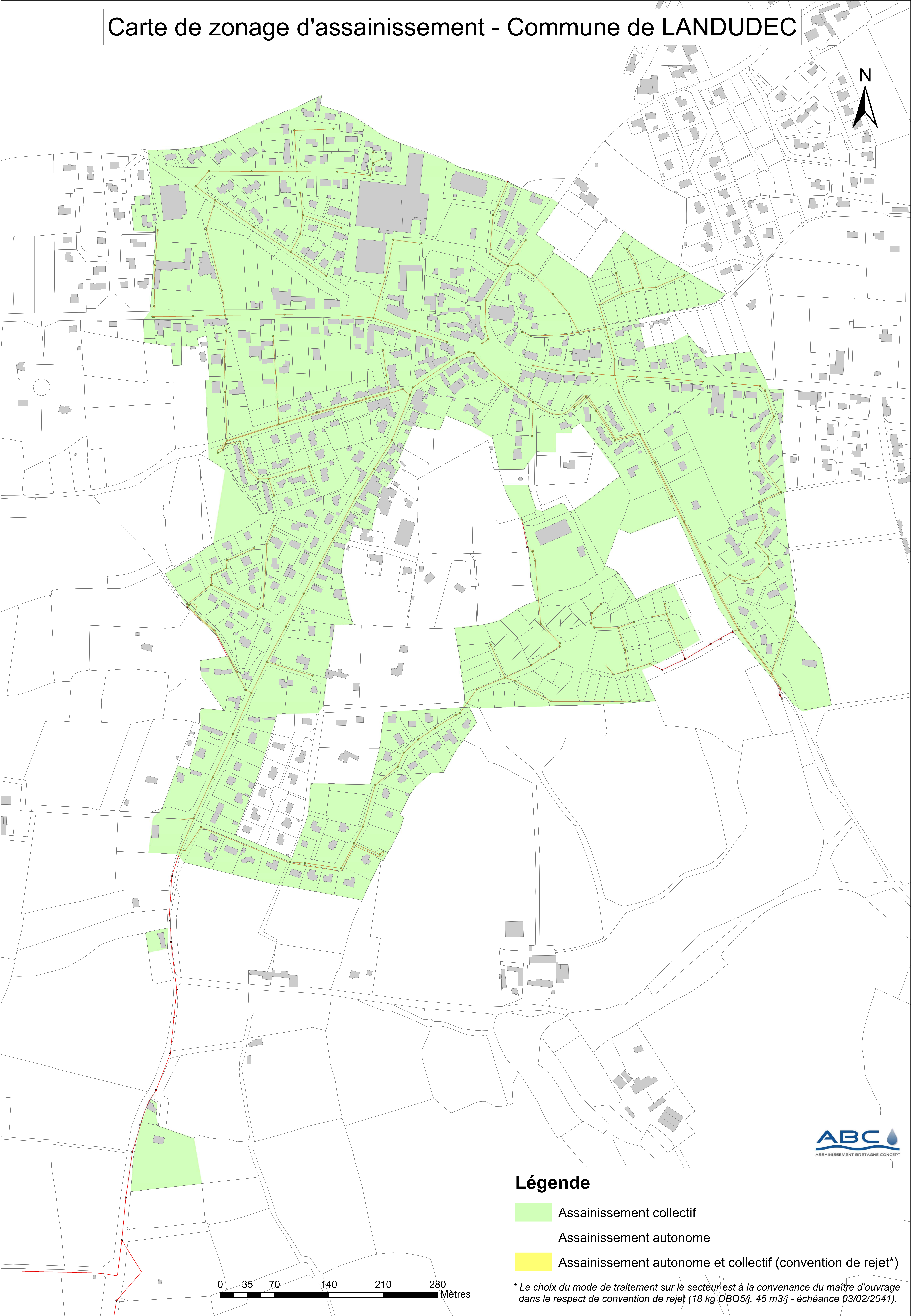
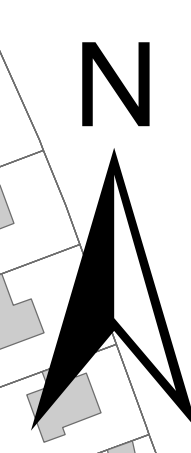
-  Assainissement collectif
-  Assainissement autonome
-  Assainissement autonome et collectif (convention de rejet*)

* Le choix du mode de traitement sur le secteur est à la convenance du maître d'ouvrage dans le respect de convention de rejet (18 kg DBO5/j, 45 m3/j - échéance 03/02/2041).



0 125 250 500 750 1 000
Mètres

Carte de zonage d'assainissement - Commune de LANDUDEC



Légende

- Assainissement collectif
- Assainissement autonome
- Assainissement autonome et collectif (convention de rejet*)

* Le choix du mode de traitement sur le secteur est à la convenance du maître d'ouvrage dans le respect de convention de rejet (18 kg DBO5/j, 45 m3/j - échéance 03/02/2041).